

l'Anticapitaliste

n°669 | 6 juillet 2023 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**RACISME, AUTORITARISME,
INÉGALITÉS**



LA COLÈRE ET

LA RÉVOLTE SONT

LÉGITIMES

Dossier

**DE L'INACTION
AU CRIME
CLIMATIQUE**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Cagnotte raciste: le crime
ne doit pas payer!**

Page 2

PREMIER PLAN

**Éducation. Macron
à Marseille: plus belle
l'école?** Page 2

Mégabassines.

**La répression s'abat sur
les syndicalistes et les
associatifs mais n'entame
pas notre détermination**

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

**États-Unis. La Cour
suprême met fin à la
discrimination positive
dans l'éducation** Page 4

**Une nouvelle partition pour
Wagner en Afrique?**

Page 5

ACTU SOCIALE

**Médias. Geoffroy Lejeune
au JDD: un coup de
tonnerre dans un ciel
serein?** Page 8

LIBRE EXPRESSION

**Angel Hugo Blanco Galdós
Presente!** Page 12

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau **partianticapitaliste.org**



Par ÉDOUARD SOULIER

Cagnotte raciste: le crime ne doit pas payer!

À l'heure où nous écrivons, la cagnotte pour soutenir le flic qui a tué Nahel le 27 juin à Nanterre a dépassé le million d'euros. Celle-ci a été lancée par l'ex-soutien de Le Pen et zemmouriste de haut vol, le haut fonctionnaire, Jean Messiha. Avec un montant dix fois supérieur à celle en soutien à la famille de Nahel, l'indécence absolue de ce chiffre est hallucinante. Il s'agit d'un montant rarissime pour une cagnotte et même s'il est certain que celui-ci est artificiellement gonflé par l'extrême droite, il reste que le soutien exprimé dépasse les milieux racistes habituels. Ce montant est tellement énorme que même la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) est sortie de son mutisme habituel concernant les violences policières.

Cette cagnotte opère un double renversement. D'une part, une inversion indécente entre la victime et le meurtrier, et d'autre part, un renversement raciste, un enfant arabe des quartiers est vu comme un danger par sa seule existence et on exprime plus d'empathie pour un flic assassin qui, lui, est humanisé. Cette cagnotte est également un crachat à la figure des victimes de violences policières, de leurs familles et de manière générale des personnes racisées et des quartiers populaires qui montre que, malgré les images, malgré la culpabilité évidente, une partie importante de la population sera du côté des flics et des racistes.

Pourtant, l'utilisation des cagnottes de soutien est historiquement un outil politique de solidarité. Leur extension pour défendre les flics et les fachos (notamment des groupes identitaires) et dans le même temps la suppression de celles de figures de résistance (comme la cagnotte pour de Christophe Dettinger) est une récupération terrible et un élément du combat idéologique de la part de la police et de l'extrême droite dans l'expression de cette solidarité.

Non contente d'avoir l'impunité de fait et la justice à ses côtés, la police met la pression, relayée par ses syndicats, en faisant planer la menace de guerre civile et orchestrant la solidarité avec ses tueurs. Le crime ne doit pas payer! Fermons cette cagnotte et soutenons celle des victimes des violences policières.

À la Une

Résister face à l'autoritarisme et au racisme est légitime!

La séquence politique que nous vivons est une leçon de choses. Les opprimés devraient accepter de se faire exécuter tandis que les dirigeants réclament davantage de permis de tuer pour la police. Peines « exemplaires » pour les uns, circonstances atténuantes pour les autres : il est urgent de mettre un terme à cette violence institutionnelle antisociale et raciste.

Une violence systémique

Violences sociales, racistes et coloniales, sexistes, écocides... Dans les institutions ou dans la rue, l'autoritarisme est une composante essentielle de la gouvernance des États capitalistes. Les gouvernements se taillent un arsenal juridique sur mesure pour toujours plus légaliser le recours à la violence. La loi de 2017, qui a assoupli les conditions dans lesquelles les forces de police peuvent utiliser leur arme, explique pour une large part les 13 décès enregistrés en 2022 pour « refus d'obtempérer ».

Macron qualifie comme un « fait inexplicable » le meurtre de Nahel. Mais celui-ci n'a pas été perpétré par des « brebis galeuses ». Il s'inscrit dans cette gestion ultra-violente du maintien de l'ordre, combinée à un racisme structurel. Le gouvernement prétend agir au nom de l'État de droit et du monopole exclusif de la violence, et pourtant à Chambéry, Lyon, Lorient ou encore Angers, des milices fascistes, proférant des slogans racistes, ont pu en toute impunité se substituer aux policiers. Les milliers d'interpellations, les centaines de comparutions immédiates et les peines élevées qui s'abattent sur les jeunes des quartiers populaires sont encore la démonstration de ce traitement à géométrie variable.

Résister pour la justice est légitime!

Le refus de se plier aux appels à un « retour au calme » est légitime quand cette injonction vient de ceux qui, par leurs politiques antisociales et discriminatoires, violentent chaque jour la population des quartiers populaires. Leur « calme », c'est l'oppression et la violence qui devraient être subies sans réagir.

Les destructions qui ont eu lieu ces derniers jours n'ont absolument rien de comparable avec la violence du système. Et lorsque



À Strasbourg, le 30 juin. PHOTO THÈQUE ROUGE

les « condamnations » viennent de ceux qui détruisent nos vies et la planète par leur défense d'un capitalisme qui exploite l'humanité et la nature, jusqu'à des guerres impérialistes, elles sont d'un cynisme révoltant. Car la légitime colère qui s'exprime révèle la brutalité de la violence exercée sur les populations les plus fragilisées, le racisme, la pauvreté, la relégation urbaine, aggravées par l'inflation, la destruction des services publics, la réforme de l'assurance chômage...

Plus jamais ça!

Il est urgent de renverser la vapeur. Pour toutes les victimes de violence policière, exiger la condamnation

des coupables, le dédommagement des familles. Exiger aussi l'arrêt des détentions arbitraires et des poursuites, et l'amnistie pour les condamnés. Plus largement, il faut imposer dans le débat public une critique radicale de la police, institution raciste gangrenée par l'extrême droite. Et afin d'éviter de nouveaux meurtres, de nouvelles mutilations, la police en contact avec la population doit immédiatement être désarmée. Les révoltes commencées à Nanterre sont parties intégrantes du mouvement social. Avec le meurtre de Nahel, c'est bien l'ensemble des travailleurEs qui sont attaqués. De la répression des mouvements sociaux et écologiques comme à

Sainte-Soline, en passant par la dissolution des Soulèvements de la Terre, la logique de répression est la même. La gauche sociale et politique doit donc soutenir sans réserve cette colère légitime mais également participer à l'étendre. Partout, nous devons impulser des fronts autour d'un « Plus jamais ça » regroupant partis, syndicats, associations, collectifs et impulser des initiatives de soutien aux jeunes réprimés, devant les mairies, les préfectures... Plus largement il faut construire une riposte antiraciste, démocratique et sociale, radicale et unitaire, à la hauteur des attaques, contre Macron et son gouvernement.

Nouveau Parti anticapitaliste

ÉDUCATION Macron à Marseille : plus belle l'école?

Pour sortir de la crise politique ouverte par l'opposition massive à sa réforme des retraites, Macron a décidé de s'en prendre à l'une de ses cibles favorites : l'école. Au cours de sa déambulation dans les rues de Marseille, le président-ministre de l'Éducation nationale a donc égrené les annonces, sans aucune concertation préalable ni avec les personnels ni même avec le cabinet de son propre ministre Pap Ndiaye.

Sur fil rouge, c'est le « plus d'heures d'école », que ce soit en rallongeant les journées ou en raccourcissant les vacances estivales. Une petite musique qui a l'avantage, comme avec la mise en place du Pacte, de désigner les boucs-émissaires de tous les maux de l'école : ces fainéants de profs qui ne bossent pas assez. La première annonce concerne la scolarisation dès 2 ans des enfants en Rep+. Derrière ces belles intentions, Macron occulte le fait que la mesure existe depuis 2013 mais qu'il

à lui-même supprimé tous les moyens qui y étaient affectés, contribuant à faire baisser, année après année, le taux de scolarisation des moins de 3 ans... Là encore il s'agit d'un effet d'annonce sans moyens fléchés, destiné donc à donner l'impression d'une politique sociale à peu de frais.

Le collège-garderie dans les quartiers populaires

Même chose avec l'ouverture des collèges Rep tous les jours de 8 h à 18 h, dont personne ne comprend vraiment ce que cela pourra bien

signifier concrètement. Que devront faire les élèves pendant ces 44 h hebdomadaires passées entre les murs du collège?

On peut craindre tout d'abord que derrière cette annonce démagogique se cache une occasion de plus pour faire entrer la sphère privée dans l'Éducation nationale. On peut aussi s'interroger sur le sens de cette annonce, au milieu d'une journée thématique sur la lutte contre la délinquance. Par un amalgame douteux, Macron entretient l'idée que les jeunes des quartiers populaires ne seraient

pas bien éduqués dans leur milieu familial, et que la solution serait de leur imposer une sorte d'assignation à résidence permanente au sein des collèges, réduits à une fonction d'enfermement et de contrôle. Difficile d'oublier également que le système scolaire que construit Macron, c'est celui de l'ordre militaire et capitaliste. Que ce soit au travers du SNU, généralisé en seconde, ou de la demi-journée dite de « découverte des métiers » dès la classe de 5^e, on voit que l'émancipation par la culture commune est loin d'être la priorité du président.

Trop de vacances?

Enfin, pour n'oublier aucun des clichés du prof-bashing, Macron a évoqué la réduction des vacances scolaires d'été... en partant d'un mensonge! Contrairement à ce qu'il prétend, la

BIEN DIT

Aux yeux de certains, le refus d'obtempérer semble désormais passible de la peine de mort. Une grammaire s'installe, qui brutalise les rapports sociaux, et dont on voudrait faire porter la responsabilité à l'« ultragauche », aux « éco-terroristes », à La France insoumise, alors qu'elle émane d'abord de certains médias et des pouvoirs publics, sous influence de l'extrême droite.

JEAN-FRANÇOIS BAYART, « On sait mieux où va la France », le Temps, 1^{er} juillet 2023

Un monde à changer

ON N'A PAS LA FLAMME! Un an avant le début des épreuves olympiques en France, c'est autre sport qu'on découvre au fil des semaines : celui de la corruption, qui s'ajoute donc à la bétonisation des quartiers et à la relégation des plus pauvres. On le sait, là où le béton pousse, les pots-de-vin aussi, mais on peine toujours à en mesurer l'ampleur et à imaginer toute l'intelligence et le cynisme mis en œuvre. Ces dernières semaines, la presse s'est fait l'écho des perquisitions qui ont eu lieu dans les locaux du Comité d'organisation des Jeux olympiques (Cojop), à Saint-Denis (93) et dans ceux de l'établissement public chargé des

infrastructures, la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo), à Paris, en raison de soupçons d'irrégularité sur des marchés publics. Pour l'instant, l'enquête se poursuit sans qu'on sache bien ce que recouvre la prise illégale d'intérêt, le favoritisme et le recul de favoritisme. L'information est certes passée mais les rédactions se sont bien gardées de faire une publicité excessive à ses événements. Seul *Mediapart* nous a précisé qu'une entreprise d'événementiels serait en cause et expliqué qu'il y aurait une confusion entre organisateurs et prestataires. C'est aussi *Mediapart* qui nous a appris début juillet que le contrôleur général

économique et financier (CGefi), un haut fonctionnaire de Bercy devant veiller au bon respect des procédures au sein de la Solideo, a bénéficié d'une prestation de l'établissement public qu'il était censé contrôler (sous forme de location de chalets). Machine à cash et à béton, machine à arroser les copains, les jeux Olympiques sont archi-subsventionnés pour devenir un faire-valoir aux États vis-à-vis non seulement de leurs homologues mais aussi de leur population. La discrétion reste donc de mise. Pourtant, tout n'est pas permis au nom du sport. Comme pour la FIFA, la fédération française de rugby, celle de tennis, des comptes devront être rendus! À quelques jours de l'installation de la flamme olympique dans Paris, aucune raison de décerner des médailles... à la corruption et l'abus de biens communs.

MÉGABASSINES La répression s'abat sur les syndicalistes et les associatifs mais n'entame pas notre détermination

Le 28 juin étaient convoqués en audition libre à la gendarmerie de Niort et à celle de Saint-Maixent (79) les secrétaires départementaux de la CGT et de Solidaires au motif qu'ils avaient, au nom de leurs organisations syndicales, appelé à la manifestation d'octobre dernier à Sainte-Soline.

Si les camarades sont sortis assez rapidement du bureau des pandores, en revanche Julien Le Guet, porte-parole de « Bassines, Non Merci » et Benoît Jaunet, porte-parole de la Confédération paysanne 79 ont été placés en garde à vue. Ces deux camarades n'ont été libérés que vers 20 h. Il en allait de même pour les militants des « Soulèvements de la Terre » d'abord convoqués en Loire-Atlantique (à Carquefou, Rezé et Vertou), puis finalement transférés dans le nord des Deux-Sèvres (à Thouars et Parthenay). Nicolas Girod, porte-parole national de la Conf' au moment de la manifestation de Sainte-Soline, a lui aussi été placé en garde à vue à Dole, dans le Jura.

Plus que de l'intimidation : rendez-vous le 8 septembre

Ces convocations et mises en garde à vue n'étaient pas que de l'intimidation puisqu'en soirée le parquet de Niort annonçait que les militants syndicaux comme

ceux des « Soulèvements de la Terre » et de « Bassines, non merci » (7 des 8 personnes concernées) seraient convoqués le 8 septembre prochain à 13 h 30 devant le tribunal correctionnel de Niort pour organisation de manifestation interdite sur la voie publique et que la peine encourue était de 6 mois d'emprisonnement, ainsi

que des interdictions de manifester et même d'être présents sur certains territoires. Cette date doit d'ores et déjà faire l'objet d'une mobilisation nationale de solidarité.

Autoritarisme du pouvoir

Comme le rappelait Thomas Gilbert, secrétaire national de la Confédération paysanne, à la

centaine de manifestantEs réunis devant la gendarmerie de Niort : « Nous sommes inquiets de la dérive autoritariste du gouvernement à la botte de l'agro-industrie, il essaie d'écraser toute voix discordante sur les questions agricoles. Nous ne sommes pas des écoterroristes mais des paysans et paysannes avec des revendications légitimes pour l'ouverture du dialogue sur le partage de l'eau ».

Contre ces attaques du pouvoir, des résistances existent. Des dizaines de manifestantEs, militantEs de la CGT, de Solidaires, de la Conf' ainsi que d'EÉLV, de LFI, dont la députée Mathilde Hignet, et bien sûr du NPA s'étaient regroupés devant les gendarmeries où des camarades étaient retenus. Partout en France, le même jour, des manifestations étaient organisées pour dénoncer cette offensive du gouvernement qui cible des militantEs, ainsi que la dissolution des « Soulèvements de la Terre ».

À chaque fois, ce sont des centaines de personnes qui ont répondu présent, ce qui montre que le front unique construit au fil des années contre les mégabassines tient bon, mais aussi que les luttes écologiques mobilisent, et que la répression n'empêche pas leur massification et radicalisation. **Alexandre Raguet**

GARDES A VUE DE SYNDICALISTES



France est loin d'être le pays où les congés estivaux sont les plus longs, au contraire. Et si le troisième trimestre est de plus en plus difficile à « conquérir », c'est avant tout à cause de la réforme de la lycée et des épreuves anticipées du bac. La faute donc à un certain Jean-Michel Blanquer.

On ne peut pas non plus augmenter le temps scolaire pendant la période estivale sans prendre en compte le changement climatique et l'inadaptation totale de l'immobilier scolaire aux températures extrêmes. Comment peut-on sérieusement envisager de faire cours dans des salles qui montent à 30°C?

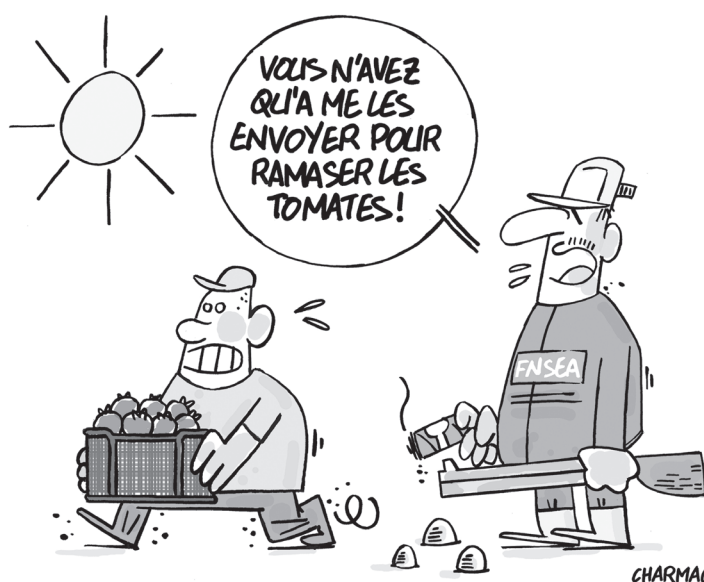
De manière bien hypocrite, Macron justifie ses annonces par la nécessité de lutter contre les inégalités sociales. Il désigne le milieu familial comme seul responsable des inégalités de réussite à l'école. Laquelle serait, elle, exempte de tout défaut et de toute responsabilité dans la reproduction des inégalités. Or on sait

depuis Bourdieu au moins que c'est une contre-vérité.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de renoncer à se battre pour que le système scolaire puisse contribuer à la réduction des inégalités entre les élèves. Mais d'une part on ne peut pas tout attendre de l'école, et d'autre part on ne peut pas se contenter d'une politique d'inflation des heures d'école sans réflexion sur les pratiques et le sens du système éducatif. La réduction des inégalités ne passera que par une transformation radicale de la société et de l'école.

Les révoltes actuelles après la mort de Nahel à Nanterre montrent que la jeunesse des quartiers populaires a un ras-le-bol légitime vis-à-vis de l'oppression systémique qu'elle subit dans le cadre des institutions. À cette juste révolte, il ne suffira pas de répondre, comme le fait Macron, par une poignée de mesures coercitives et quelques éléments de langage. **Raphaël Alberto**

MACRON TROUVE LES VACANCES D'ÉTÉ BEAUCOUP TROP LONGUES



Le chiffre 54%

C'est la part des Français qui partent en vacances. Ils étaient 58% en 2000. La moitié des personnes qui renoncent à partir, le font pour des raisons financières. Si 72% des plus aisés font leurs valises au moins une fois par an, c'est le cas de seulement 37% des plus modestes (contre 41% en 2002).

Étude de l'Observatoire des inégalités, 29 juin 2023 (<https://www.inegalites.fr/depart-vacances>)



Agenda

Samedi 8 et dimanche 9 juillet, week-end de mobilisation contre la loi Darmanin.

Samedi 8 juillet, marche pour Adama, Persan-Beaumont. À 14h.

Vendredi 14 juillet, défilé internationaliste des tirailleurs et des sans-papiers, Paris. À 14h à Nation.

Du 22 au 28 juillet, Rencontres internationales jeunes, Moulins-sur-Allier.

Du 3 au 6 août, Rencontres des luttes globales et locale Les Résistantes, Larzac. À La Salvetat (commune de La Couvertouade): <http://lesresistantes2023.fr/> Lire pages 6-7.

Du dimanche 27 au mercredi 30 août, 15^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Infos et inscription sur: nouveauanticapitaliste.org/udt2023

À SUIVRE SUR lanticapitaliste.org
nouveauanticapitaliste.org

NO COMMENT

Je sais qu'en 2019, le Parlement a interdit la fessée mais très franchement, de vous à moi, vous attrapez votre gamin qui descend dans la rue pour brûler des véhicules de police, pour caillasser des pompiers ou piller des magasins, la méthode c'est quoi? C'est deux claques et au lit.

HUGUES MOUTOUH (préfet de l'Hérault), France Bleu, 3 juillet 2023.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ISRAËL/PALESTINE À Jénine, Israël dévoile la prochaine phase de l'apartheid

Nous publions des extraits d'un article du journaliste palestinien Amjad Iraqi, publié le 30 juin, quelques jours après une nouvelle vague de violences des colons en Cisjordanie, et quelques jours avant une nouvelle opération meurtrière de l'armée israélienne dans le camp de Jénine.

L'horrible spectacle des pogroms de colons de la semaine dernière, au cours desquels des centaines d'Israéliens se sont déchaînés dans des villages palestiniens de Cisjordanie occupée après une fusillade meurtrière dans la colonie d'Éli, a poussé les autorités israéliennes chargées de la sécurité dans une position très inconfortable. Embarrassés par les images virales de maisons en feu, de véhicules carbonisés et de commerces détruits, l'armée, la police et le Shin Bet ont conjointement dénoncé les attaques comme du « terrorisme nationaliste » qui « contredit toute valeur morale et juive ».

La preuve par Jénine

Si l'on met de côté le fait flagrant que l'armée est l'une des principales institutions fournissant aux colons les ressources, la protection et la confiance nécessaires pour se livrer à de telles violences, il y a une autre raison pour laquelle cette manœuvre de relations publiques devrait être dénoncée pour la farce qu'elle est.

Le 19 juin, quelques jours avant les pogroms, un hélicoptère Apache israélien tirait des missiles sur la ville de Jénine, en Cisjordanie, au cours d'une bataille féroce entre des unités de l'armée et des combattants palestiniens, soi-disant pour « couvrir » l'évacuation de soldats blessés ; cinq Palestiniens, dont un garçon de 15 ans, ont été tués, et 90 ont été blessés. Deux jours plus tard, un drone israélien a tiré sur une cellule militante palestinienne près de Jénine, visant des hommes armés responsables de plusieurs attaques, notamment à un poste de contrôle. Loin d'être des incidents isolés, les attaques aériennes révèlent une phase dangereuse dans l'évolution de l'occupation israélienne. Les frappes aériennes seraient les premières en Cisjordanie depuis deux décennies, ce qui réveille les cauchemars de nombreux Palestiniens qui ont couru se mettre à l'abri ou ont été blessés par des attaques d'hélicoptères pendant la seconde Intifada. Pendant ce temps, la guerre aérienne est devenue le modus operandi dans la bande de Gaza, accélérée par le retrait des colonies israéliennes en 2005 et le blocus total du territoire à la suite de la prise de pouvoir du Hamas.

Gaza, stade ultime de l'apartheid

Cette reconfiguration du pouvoir militaire a intentionnellement produit une séparation physique et psychologique entre la Cisjordanie et Gaza, favorisée par la rivalité fratricide entre le Fatah et le Hamas. À mesure que cette distance s'est normalisée, les deux territoires ont été considérés comme déconnectés et incomparables. Même des défenseurs bien intentionnés de la cause palestinienne — qui se concentrent sur les colonies et l'annexion — sont souvent tombés dans le piège d'oublier Gaza en dehors du temps de guerre, la considérant comme une anomalie dans le contexte de la « réalité d'un seul État ». Mais comme l'ont souligné de nombreux militants, chercheurs et experts, les structures utilisées pour confiner et supprimer Gaza ne sont pas une déviation de la méthodologie d'Israël, mais une continuation naturelle de celle-ci. C'est ce qui est apparu clairement dans le ciel de Jénine la semaine dernière.

Gaza est loin d'être une exception à la règle de l'apartheid israélien. Il s'agit plutôt de l'ultime bantoustan — le modèle de contrôle et d'affaiblissement d'une population autochtone dans un espace assiégé, en utilisant des armes et des technologies modernes, avec des dirigeants locaux pour répondre à leurs besoins de base, à un coût minimal pour la société de colons qui les entoure. Les centres de Cisjordanie comme Jénine et Naplouse, déjà soumis à diverses formes de fermeture et d'invasion, ont aujourd'hui un aperçu de ce qui les attend.

Amjad Iraqi

Version intégrale (en anglais) sur 972mag.org

ÉTATS-UNIS La Cour suprême met fin à la discrimination positive dans l'éducation

Avec ses trois dernières décisions — sur l'abandon de la discrimination positive, la limitation des droits des homosexuelEs et l'arrêt de l'allègement de la dette des étudiantEs — la Cour suprême mène une contre-révolution contre les avancées obtenues par les mouvements sociaux des années 1960 et 1970.

La Cour suprême des États-Unis, par un vote à six voix contre trois basé sur des affaires concernant Harvard et l'université de Caroline du Nord, a invalidé la discrimination positive dans l'enseignement supérieur, un principe qui a influencé les admissions dans les universités depuis des dizaines d'années. Cette décision, célébrée par les Républicains et dénoncée par les Démocrates, revient sur l'une des principales réalisations du mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960. Cette décision pourrait également être utilisée pour les règles de recrutement des entreprises.

Décisions en chaîne

La Cour suprême a également rendu, par six voix contre trois, une autre décision qui réduit les droits des LGBTI, arguant que le droit à agir selon ses convictions religieuses primait sur les droits des gays et des lesbiennes. Une affaire portée par une conceptrice de sites web, chrétienne et conservatrice, a remis en cause une loi du Colorado sur l'accueil du public, qui oblige les entreprises à traiter tout le monde de la même manière. La Cour a décidé que la plaignante pouvait refuser de concevoir des sites web pour des couples de même sexe, arguant que le fait de l'obliger à exprimer

des opinions avec lesquelles elle n'était pas d'accord violait son droit à la liberté d'expression garanti par le premier amendement à la Constitution des États-Unis. Il est à craindre que cette décision ne soit étendue à de nombreuses autres activités et n'affecte pas seulement les homosexuelEs, mais peut-être aussi d'autres personnes sur la base de la « race ».

Enfin, la Cour suprême a annulé le projet du président Joe Biden d'annuler ou de réduire quelque 400 milliards de dollars de dettes étudiantes (aux États-Unis de nombreux étudiantEs sont forcés de s'endetter pour payer leurs études), estimant qu'il n'avait pas l'autorité nécessaire pour le faire et que seul le Congrès pouvait prendre une telle mesure. Cette décision concerne des dizaines de millions d'ÉtatsunienEs qui ont emprunté de l'argent au gouvernement fédéral pour étudier (elle ne concerne pas les dettes contractées auprès des banques). Ce sont les travailleurEs et les pauvres, parmi lesquels de nombreux Noirs et Latins, qui seront les plus touchés. Joe Biden a rappelé que, pendant la pandémie de covid, son « Paycheck Protection Program » avait distribué des milliards de dollars aux entreprises et que certains membres du Congrès propriétaires d'entreprises avaient reçu à ce

titre plus d'un million de dollars. Il a souligné que c'est parce que le Congrès refusait maintenant d'accorder une aide similaire aux étudiantEs, qu'il avait utilisé son pouvoir exécutif.

Une véritable contre-révolution

Ces trois décisions de la Cour suprême font suite à l'arrêt rendu en juin 2022, qui avait renversé l'arrêt *Roe v. Wade* et mis fin à la protection fédérale du droit à l'avortement. Cette décision a permis à des corps législatifs à majorité républicaine d'interdire ou de restreindre considérablement l'avortement dans une trentaine d'États.

Avec ces quatre décisions annulant des droits des femmes, des personnes racisées, des personnes LGBTQ et de millions d'ancienEs étudiantEs, combinées à des attaques similaires contre ces groupes par les législatures des États, nous vivons une véritable contre-révolution, remettant en cause les conquêtes progressistes de la seconde moitié du 20^e siècle. En parlant des trois décisions récentes, le président Biden a qualifié la Cour suprême de « pas normale », de « cour dévoyée ». Comme il l'a déclaré lors d'une interview télévisée, « elle n'est pas en phase avec le système de valeurs fondamentales du peuple

américain. La grande majorité des Américains n'est pas d'accord avec les décisions prises par cette Cour ». En effet, quelque 61% des ÉtatsunienEs soutiennent le droit à l'avortement ; 60% se sont opposés à l'annulation de la discrimination positive ; 71% des ÉtatsunienEs croient au droit au mariage homosexuel ; 47% soutenaient le plan d'allègement de la dette étudiante (83% parmi ceux qui ont de telles dettes). Aujourd'hui, seuls 31% des ÉtatsunienEs ont une opinion positive de la Cour suprême. Les Républicains attaquent les femmes, les Noirs, les LGBTQ et les jeunes, ce qui les empêche de gagner des voix auprès de ces groupes. Les démocrates ont clairement indiqué que Joe Biden et son parti feraient campagne sur ces questions lors des élections présidentielles et législatives de novembre 2024. Aujourd'hui, les Républicains peuvent revendiquer une victoire judiciaire, mais ces décisions contribueront certainement à leur rejet par la majorité des électeurEs, comme lors de toutes les élections depuis 2014 (en nombre de voix, les Républicains sont depuis cette date minoritaires aux élections présidentielles). Mais il ne faut pas oublier qu'en définitive le président est élu par un collège électoral qui ne reflète pas forcément la majorité des électeurEs.

Dan La Botz, traduction HW

RUSSIE Un appel de la gauche russe antiguerre

L'Appel du canal Telegram Nevoïna de la coalition de gauche russe antiguerre a été publié le 24 juin 2023 au lendemain de la tentative de coup d'État lancée par Evgueni Prigojine. Il correspond à un état des discussions dans le camp de la gauche démocratique russe antiguerre qui tente actuellement de se rassembler et de faire perdurer le dialogue entre les militants et militantes de gauche exilés et ceux ou celles qui sont restés au pays.

Ce texte est un appel destiné à la population russe et reflète l'une des spécificités essentielles des gauches russes antiguerre qui, contrairement aux libéraux en appelant presque exclusivement à l'Occident, se soucie en priorité de la société et de ses couches populaires, s'adresse à la société et exprime sa volonté de l'aider à s'auto-organiser. La coalition de gauche russe antiguerre est toujours en construction, la coordination étant compliquée en raison de l'exil et de la dure répression en Russie même. La coalition de gauche antiguerre rassemble plusieurs organisations de la gauche russe non-parlementaire, l'aile du PCFR antiguerre et de nombreuses figures de la gauche russe de manière individuelle.

Amis, camarades !

Le régime en place, qui a déclenché une guerre en Ukraine, a logiquement conduit à une guerre civile au sein de la Fédération de Russie. On voit comment entrent en collision l'État de Poutine, pourri par le cynisme, le mensonge et le vol, et l'armée privée d'un leader charismatique qui tente de canaliser le mécontentement légitime des soldats militaires et des civils pour

instaurer une nouvelle dictature militaire. Une dictature qui va jeter des millions de citoyenEs russes dans la fournaise d'une guerre perdue d'avance et criminelle.

Ça suffit !

Les Russes qui veulent vivre en paix et développer leur pays n'ont aucun intérêt dans cette confrontation. Mais il ne sera pas possible de rester les bras croisés : la paix, la justice et la démocratie ne nous seront pas apportées sur un plateau, il faut nous battre. Oui, il est encore difficile d'imaginer une « troisième force » massive et militante capable de balayer d'un coup tous les responsables et bénéficiaires de la guerre. Elle n'apparaîtra pas en un jour. Mais elle apparaîtra.

Toutes ces années, envers et contre tout, nous avons combattu une dictature qui se radicalisait. Nous avons participé aux mobilisations contre les patrons du Kremlin qui ont écrasé tout le pays, nous avons perturbé des projets immobiliers spéculatifs meurtriers dans nos villes et nos forêts, nous avons empêché des fonctionnaires abrutis par la corruption de s'en sortir en toute impunité. Nous avons réussi beaucoup. Mais nous avons

aussi échoué beaucoup. Parce que nombreux parmi nos amiEs, voisinEs et concitoyenEs s'acharnent à se tenir éloignés de la politique. Maintenant, il faut sauter le pas — pour survivre.

Il n'y a qu'une seule façon pour les gens ordinaires d'entrer en politique : l'auto-organisation. La création de nos propres structures capables de résister à celles imposées d'en haut — avec l'aide de l'argent, du simulacre et de la violence. Une entrée, une cour, une place, une caserne, une usine, un bureau, une université — tout cela doit être géré par des personnes prêtes à s'organiser, et non par quelqu'un qui est nommé d'en haut ou imposé par le « vote électronique ».

Que faire aujourd'hui ?

Renforcer tous les liens existants — avec les voisinEs, les compatriotes de nos territoires, les collègues — et en créer de nouveaux. Nous avons besoin de toutes les initiatives pour résoudre ensemble les problèmes quotidiens qui vont se poser inévitablement dans un avenir proche — avec l'électricité, la nourriture, Internet et les communications. Nous avons besoin de toutes les structures d'aide

mutuelle et de protection collective — y compris contre la police et les groupes paramilitaires. Il nous faut des soviets, des comités de grève, des mouvements écologistes et sociaux capables de lancer et de radicaliser la lutte pendant que les forces de sécurité et les généraux bataillent entre eux. Nous avons besoin d'une structure large et démocratique sur tout le territoire, capable de désigner ses représentantEs et de revendiquer le pouvoir. La dictature veut nous atomiser encore plus pour nous pousser plus loin dans la guerre, en liant nos intérêts aux leurs, nous liant tous dans le sang, nous intimidant par la défaite et la « fin de la Russie ». Mais si on se débarrasse de cette caste dirigeante d'oligarques et de militaires qui rêvent de nouveaux massacres, si on se débarrasse de leurs propagandistes, de leur bureaucratie et de leurs députés, ce ne sera pas la défaite de la Russie. Ce sera notre victoire.

Arrêter la guerre, ramener les troupes chez elles, démanteler le régime militariste toxique et sa base oligarchique sont les principales revendications des Russes indignés et responsables aujourd'hui. Unissons-nous !

https://t.me/nevoïna2/143

Wagner est présent différemment dans les pays du continent. Cela va de l'implantation d'une simple agence d'une des sociétés du groupe comme à Douala au Cameroun, à une infiltration massive de l'appareil d'État que l'on retrouve en République centrafricaine.

Présence africaine

Wagner en Afrique remplit plusieurs fonctions : une présence militaire qui est avant tout destinée à sécuriser les pouvoirs africains en place ; des activités lucratives essentiellement tournées vers les exploitations minières ; des campagnes de propagande contre les pays occidentaux et un renforcement géopolitique de la Russie qui s'est avéré fort utile lors de son agression contre l'Ukraine.

En Libye, les troupes de Wagner sont aux côtés du général Haftar et participent au contrôle des gisements pétroliers en Cyrénaïque. Au Soudan, elles exploitent les mines aurifères à travers les sociétés M Finance, M Invest et Meroe Gold avec la complicité d'Hemidi, chef des « Rapid Support Forces » en guerre contre son ancien allié le général Burhan.

Au Mali, le colonel Assimi Goïta, en exigeant le départ de la mission onusienne la Minusma, ne fait que renforcer sa dépendance vis-à-vis de Wagner. D'autant que la junte peine à lui payer mensuellement les dix millions de dollars. Cette fragilité financière se révèle une aubaine que ne manque pas de saisir la société d'Evgueni Prigojine afin d'étendre son pouvoir politique et économique sur le pays. Les

Une nouvelle partition pour Wagner en Afrique ?

Le coup de force raté du chef du groupe Wagner, Evgueni Prigojine, va avoir des répercussions en Afrique, même si les autorités russes n'ont pas ménagé leurs efforts pour en atténuer les effets et rassurer leurs partenaires africains.

conséquences sont désastreuses pour les populations avec des violences en augmentation. Le massacre de près de 500 personnes dans la ville de Moura, perpétré par l'armée malienne et les mercenaires russes, en est une terrible illustration.

Violence et prédation

Ces violations des droits humains, on les retrouve amplifiées en République centrafricaine. Le récent rapport de Sentry, une ONG qui lutte contre les prédatons dans les pays en guerre, fait état d'une violence systémique des troupes de Prigojine qui accompagnent les forces armées centrafricaines contre les populations. Sous prétexte de lutter contre les rebelles, ces mercenaires s'emparent de l'essentiel des richesses du pays, en échange ils assurent la protection du président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Des villages sont rayés de la carte afin que les différentes sociétés liées au groupe Wagner puissent exploiter les mines diamantifères, aurifères et la coupe des bois précieux. Leur mainmise sur le pays est telle que désormais elles contrôlent aussi les



Evgueni Prigojine. DR

douanes et l'aéroport de Bangui, leur permettant ainsi de récupérer une grande partie des taxes sur les marchandises importées.

Assurer la continuité

Lors de la tentative de putsch de Prigojine, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov n'a eu de cesse de rassurer ses homologues africains, leur promettant que rien ne changerait. Cependant l'avenir reste incertain et plusieurs options sont possibles.

Le Kremlin est en capacité d'intégrer à l'État Wagner et ses sociétés attenantes, quitte à arrêter certains de leurs dirigeants comme cela semble être déjà le cas en Syrie. Alors, les autorités russes

ne pourront plus se cacher derrière leur avatar et se dédouaner des crimes commis. Autre possibilité, implanter une autre société militaire privée comme le groupe de mercenaires Patriot lié au ministre de la Défense Sergueï Choïgou.

Enfin les forces de Wagner sur place, ou une partie, pourraient refuser de passer sous l'autorité du Kremlin en maintenant leur loyauté à Prigojine ou en continuant leur activité pour leur propre compte. On assisterait alors à une fragmentation des troupes de Wagner. La décomposition des États au Soudan et en Centrafrique pourrait favoriser cette hypothèse, entraînant une exacerbation des violences contre les populations.

Le putsch raté de Prigojine a terni l'image d'autorité, de force et de virilisme véhiculée par la propagande de Poutine qui semblait plaire à certains en Afrique, y voyant un modèle pour leur pays. En fait de modèle, ils ont en face d'eux une dictature isolée, des trahisons, un putsch, des meurtres, des brigands qui se disputent le pouvoir, bref un air de déjà vu sur le continent.

Paul Martial

MAYOTTE Darmanin et ses bouteilles d'eau

En visite fin juin à Mayotte, après une première journée d'annonces sécuritaires contre les mal-logés et les migrantEs des Comores, Darmanin a abordé l'un des problèmes vitaux de l'île : l'accès à l'eau potable. Retour sur les causes structurelles de ce manque.

En juin, les coupures d'eau étaient imposées à Mayotte quatre jours par semaine de 17 heures à 7 heures du matin. En juillet, elles le sont six jours sur sept. Cependant Darmanin n'a pas hésité à affirmer : « On ne manquera pas d'eau potable à Mayotte, il y aura des bouteilles d'eau potable pour tous à un prix raisonnable, et le blocage de ce prix au 15 juillet ».

La sécheresse liée au réchauffement climatique

La température devrait s'élever à 32 degrés en moyenne pendant six mois par an dans les prochaines années si le réchauffement n'augmente qu'à minima, voire pendant huit mois, si la hausse est plus importante. Les grosses chaleurs actuelles produisent déjà des pluies irrégulières et torrentielles provoquant des inondations nombreuses mais très peu d'infiltrations dans le sol de villes trop bétonnées. La nappe phréatique est donc peu mobilisable et n'apporte que 15 % des ressources en eau. Le reste provient essentiellement de deux retenues d'eau collinaires et de cours d'eau. Bien sûr, plus il fait chaud, plus cette eau de surface s'évapore. Il suffit donc d'un manque constant de pluies régulières en hiver, suivi d'un été très chaud et sec pour que l'eau vienne à manquer. En plus du risque, pour les habitantEs, de déshydratation sévère ou de maladie liée à l'absorption d'une eau impropre, les richesses de la flore et de la faune sur terre et en mer disparaissent peu à peu, les cultures vivrières également, poussant à l'importation toujours plus grande de produits qui seront vendus trois fois plus cher qu'à Paris...



DR

Une crise systémique de la gestion de l'eau

Pour obtenir de l'eau potable, il existe deux usines de dessalement et de potabilisation de l'eau, elles sont défectueuses et ne peuvent répondre qu'aux besoins de deux tiers de la population. Une extension de l'usine de dessalement gérée par une filiale de Vinci devait fonctionner à l'été 2022, mais la nouvelle date de mise en marche est maintenant pour la fin de l'année 2023. Une nouvelle usine devait aussi sortir de terre, mais les choses sont retardées. La gestion par le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement des infrastructures est également défectueuse, les pertes d'eau traitées sont estimées à 30 %, et 30 % des habitantEs des bangas [habitations précaires fabriquées en tôles ondulées] n'ont pas l'eau. Alors, ils et elles doivent se rendre aux bornes fontaines, payantes et insuffisantes.

Une situation néocoloniale

Cette promesse minable de packs d'eau illustre bien le mépris de l'État français envers les habitantEs de cette île ! Peu lui importe le manque d'eau et le dérèglement climatique, ce qui l'intéresse dans ce département, confetti néocolonial bien situé dans le canal du Mozambique, c'est sa position stratégique en termes économiques et militaires. La France doit se plier à la volonté majoritaire des habitantEs de l'archipel des Comores et aux injonctions de l'ONU et de l'Union africaine, et quitter Mayotte !

Roseline Vachetta

ITALIE Prides et luttes du salariat à l'époque du retour de bâton

Menaces pour les droits des femmes et des personnes LGBTI, cadeaux au patronat, démantèlement des services publics et négation du droit à la santé : la période actuelle est source de grandes inquiétudes tant pour les minorités de genre que pour l'ensemble du prolétariat italien.

Cette année, la saison des prides en Italie coïncide avec la montée des idées réactionnaires et d'extrême droite constituant une réelle menace pour la préservation des droits des femmes et des personnes LGBTI et pour la conquête de nouveaux droits. Le blocage de la loi Zan contre l'homophobie, le recours du parquet de Padoue contre la transcription à l'état civil des enfants de couples homosexuels et, enfin, l'annulation, par le tribunal de Milan, de la transcription d'un enfant né à l'étranger grâce à la gestation pour autrui, contribuent à instaurer une atmosphère de terreur.

Des prides et des luttes pour contrer la vague réactionnaire

Malgré ce contexte, sept prides ont rassemblé des centaines de milliers de personnes dans tout le pays. Les sentiments dominants sont principalement la colère et la fierté, mais aussi la peur de l'avenir. De nombreux couples homosexuels n'envisagent plus de passer leur vie en Italie.

Il s'agit d'un sentiment partagé par de nombreux secteurs de la société. Le 24 juin, une manifestation de



CHARMAG

10 000 personnes a eu lieu dans la capitale pour soutenir l'appel d'un large réseau de syndicats, de partis et de mouvements contre les politiques du gouvernement de Meloni. Sans surprise, l'alliance des droites extrêmes protège le patronat et compte faire peser les coûts sociaux de la crise sur les travailleurEs et les classes populaires.

La manifestation de samedi dernier a aussi été l'occasion pour renforcer la collecte de signatures pour la proposition d'initiative populaire

sur le salaire horaire minimum à 10 euros.

Revenir au droit à la santé, stopper l'avancée des politiques néolibérales

Une autre revendication centrale est celle autour de la défense de l'hôpital public après plusieurs décennies de réformes ayant progressivement démantelé les structures publiques et transféré les ressources vers le secteur privé. Selon Agenas (Agenzia per i servizi

sanitari regionali), il manque au moins 2500 spécialistes dans les services d'urgences. La pénurie de personnel touche tous les services et les moyens du PNR (Plan national de relance), ouvrant grandes les portes au secteur privé, ce qui ne conduit pas à une amélioration de la situation.

Certaines voix s'élèvent pour revendiquer la nécessité de se constituer en partenaire social dans le processus de mobilisation pour la défense de la santé publique. Il faut contrer l'avancée du secteur privé, dénoncer les scandaleuses clauses privées des complémentaire santé, incluses dans les conventions collectives de travail signées par les différentes catégories. Les soins de santé complémentaires sont un véritable vol pour les travailleurEs qui le paient trois fois : une première fois parce que l'inclusion des soins de santé privés complémentaires sert à maintenir les salaires à un niveau bas, parmi les plus bas d'Europe ; une deuxième fois parce que la complémentaire santé est financée par le patron ; une troisième fois puisqu'elle oblige dans tous les cas celles et ceux qui l'utilisent à payer de leur poche. Face à cette situation, la réaction du monde syndical reste timide et ne permet pas d'engager une lutte cohérente et structurelle pour contrer l'avancée des politiques libérales et réactionnaires.

Hélène Marra

Les gouvernements capitalistes, en particulier ceux des pays du Nord, avec Macron en tête, ont choisi de ne pas lutter contre le changement climatique mais de s'y adapter et d'imposer l'idée qu'il n'y a pas d'alternative, donc de préparer le pire. Ils veulent faire disparaître l'écologie véritable qui entend lutter concrètement contre le changement climatique et s'en prend aux racines du problème. Il est urgent de stopper la course infernale au profit maximum, d'arrêter le productivisme effréné. Des luttes expérimentent des formes nouvelles, ancrent les revendications dans la défense des biens communs à commencer par l'eau et la terre, tracent des perspectives entre théorie et pratique et appellent à un renouveau nécessaire pour gagner. La victoire à Notre-Dame-des-Landes est passée par là. Le NPA est prêt à partager des réflexions stratégiques et programmatiques.

Dossier coordonné par la Commission nationale Écologie du NPA



DE L'INACTION AU CRIME CLIMATIQUE

LES GOUVERNEMENTS SE RADICALISENT ET VEULENT DÉARMER L'ÉCOLOGIE RADICALE

INACTION DES ÉTATS FACE À LA CRISE ÉCOLOGIQUE

La prise de conscience par les États de la question environnementale ne date pas d'hier. Dès 1949, l'ONU, dominée par les pays du Nord, organise à New York la première conférence scientifique sur la conservation et l'utilisation des ressources avec l'idée de faire face à l'appauvrissement probable des ressources.

Si la croissance économique restait la préoccupation principale, les questions environnementales étaient soulevées, documentées et débattues. Puis le réchauffement climatique commence à inquiéter. Ainsi, la Conférence de Stockholm en 1972, le Sommet de la Terre à Rio en 1992, la première COP à Berlin et la 28^e à Dubaï en novembre 2023, s'inscrivent dans les agendas mondiaux.

Les scientifiques du monde entier planchent sur à peu près tous les domaines concernant la crise écologique : réchauffement du climat, raréfaction des ressources (en particulier de l'eau), acidification et réchauffement des océans, chute de la biodiversité. Autant dire que l'inaction climatique des gouvernements des principaux pays pollueurs ne vient ni d'un défaut de conscience des problèmes ni d'un manque de connaissances.

Ces États ont même promis en 2015, à Paris, de maintenir la hausse des températures sous les 2°C voire 1,5°C par rapport à l'ère industrielle. La COP21 sortait les muscles et annonçait un changement. Depuis...

Les gouvernements s'enfoncent dans une adaptation au réchauffement, acceptant jusqu'à 4°C de hausse

Les gouvernants s'enfoncent dans une adaptation au réchauffement, acceptant jusqu'à 4°C de hausse de la température d'ici 2100. Ils préfèrent brûler la planète plutôt que renoncer aux profits

de la température d'ici 2100. Ils sont incapables d'agir, car cela impliquerait de remettre en cause les bases mêmes du productivisme capitaliste. Ils préfèrent brûler la planète plutôt que renoncer aux profits.

Quant à la dette vis-à-vis des pays du Sud global, les moins responsables du réchauffement climatique mais les plus touchés par celui-ci, elle demeure l'occasion de beaux discours pleins de promesses, bien loin des nécessaires mesures de justice que ces pays réclament. Le tout récent Sommet pour un nouveau pacte financier est une étape de plus dans l'hypocrisie des pays riches qui n'ont pris, une fois encore, aucun engagement

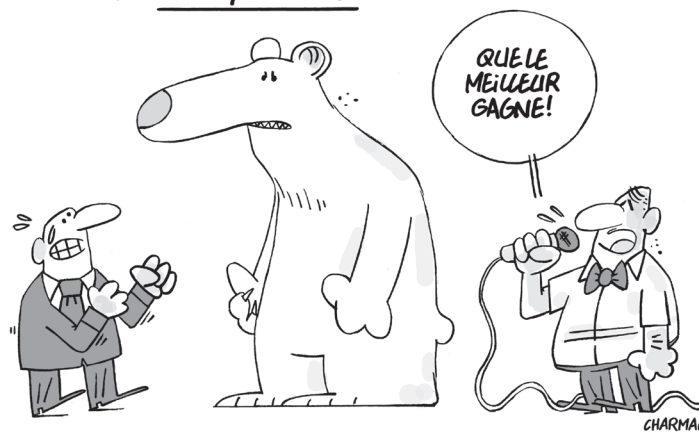
contraignant. Pourtant, les impacts du changement climatique sont exacerbés par les facteurs d'inégalités partout dans le monde. « La mortalité due aux inondations, à la sécheresse et aux tempêtes a été jusqu'à 15 fois plus élevée dans les pays du Sud au cours de la dernière décennie. Or ce sont ceux qui contribuent le moins aux émissions mondiales de GES [gaz à effet de serre]. »

Ces impacts entraînent une vulnérabilité élevée pour plus de 3,6 milliards de personnes, notamment en Amérique latine, Afrique et Asie, vulnérabilité accentuée par le poids de la dette et les politiques de privatisation des services publics (de l'eau en particulier) imposées à ces pays par la Banque mondiale et le FMI.

Les pays du Sud global moins responsables, plus vulnérables, beaucoup plus impactés

Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), dans son dernier rapport, met en évidence les très grandes disparités entre les pays et intègre des éléments beaucoup plus détaillés sur les impacts régionaux du dérèglement climatique¹. Le continent africain, qui pèse pour 3% des émissions mondiales, est, de loin, le plus vulnérable.

SALVER LE CLIMAT, OU SALVER LE CAPITALISME?



Le World Weather Attribution, réseau mondial de scientifiques, a publié en avril 2023 une étude démontrant les conséquences des émissions humaines de gaz à effet de serre sur la sécheresse historique qui frappe la Grande Corne de l'Afrique (Éthiopie, Érythrée, Somalie, Djibouti, Kenya et Soudan) et menace la région d'une famine plus importante que celle de 2011 : 23 millions de personnes sont en « insécurité alimentaire aiguë ».

En Amérique du Sud et dans les Caraïbes, si la vulnérabilité est un peu moins prégnante, les ouragans, sécheresses et inondations, qui affectent considérablement les infrastructures énergétiques, les modes de transport et l'agriculture dans un contexte d'inflation croissante, menacent de faire basculer rapidement en insécurité alimentaire jusqu'à 5,8 millions de personnes.

En Amérique latine, Afrique subsaharienne et Asie du Sud-Est, on pourrait compter jusqu'à 143 millions de déplacés climatiques supplémentaires d'ici 2050.

Pourquoi parler d'inaction climatique ?

Les gouvernements maîtres du monde adoptent des plans, prônent des politiques inoffensives pour le système, inefficaces mais douloureuses socialement, voire aggravantes écologiquement.

Ils pérorent à propos de la science apte à sauver le climat. Les professeurs foldingues de la géo-ingénierie ont ouvert la foire aux gadgets insensés, présentés comme des solutions. L'important pour eux est de faire croire que la question du climat est sous contrôle.

Macron explique que le nucléaire peut sauver le climat. Comme si

les centrales n'étaient pas au bout du rouleau. Comme si l'EPR de Flamanville, qui ne fonctionnera sans doute jamais, pouvait être reproduit. Comme si la raréfaction de l'uranium et l'extrême dangerosité du nucléaire n'existaient pas. De même pour le véhicule électrique ! Il est impossible de convertir à l'électrique tout le parc automobile thermique. Peu importe, le matraquage idéologique prend le relais de cette absurdité.

Le cynisme va jusqu'à nous persuader que nous sommes responsables. Taxes, amendes, interdictions. Les ZFE, énième dispositif de « fausses solutions », entrent en scène. Interdire la circulation des véhicules anciens, souvent moins polluants que de récents SUV ou 4x4 très lourds, participe à la culpabilisation individuelle, à stigmatiser les plus pauvres.

Mais... la Terre se soulève, la colère gronde !

Comprenant que la contestation de leur monde s'élargit, se renforce, prend de plus en plus la forme de la désobéissance, les gouvernements intensifient la répression, embastillent et criminalisent. Ainsi, la riposte brutale contre les manifestations syndicales et écologiques, les gardes à vue, les poursuites judiciaires et la tentative de dissoudre le mouvement des Soulèvements de la Terre.

1 - <https://reseauactionclimat.org/6e-rapport-du-giec-queles-sont-les-consequences-reelles-du-changement-climatique/>

FACE AUX CRIMES CLIMATIQUES, DES RÉSISTANCES SE LÈVENT

Les luttes écologiques se multiplient et s'enracinent. Ces derniers mois ont été marqués par une multiplication des luttes environnementales au retentissement régional ou international : luttes contre les bassines, cristallisées autour de Sainte-Soline, refus de l'extension du réseau autoroutier — l'A69 Toulouse-Castres et le contournement de Rouen —, opposition au projet « vert » irrationnel du Lyon-Turin.

Ces luttes emblématiques font écho aux mobilisations locales contre des projets d'urbanisme, de déforestation, de développement anarchique d'énergies renouvelables, d'élevages industriels. Ce foisonnement de multiples combats qui s'accumulent et se lient, prouve la détermination contre la course aveugle à la catastrophe écologique. Partout, les manifestantEs refusent l'artificialisation des terres, l'appropriation privée de ressources qui se raréfient telles que l'eau, ou la bétonisation à outrance. De plus en plus, contre les méthaneurs, contre les fermes-usines, contre l'extension des aéroports ou pour la préservation des forêts, les collectifs se coalisent, échangent et débattent, renforcent leur impact et leur efficacité.

Frapper fort pour diviser et affaiblir le mouvement

La réponse du gouvernement : renforcer la répression pour diviser le mouvement et l'empêcher de

La réponse du gouvernement : renforcer la répression pour diviser le mouvement et l'empêcher de s'étendre, comme à NDDL, à Bure, contre les Gilets Jaunes et contre la révolte légitime des quartiers populaires

s'étendre, comme à NDDL, à Bure, contre les Gilets jaunes et contre la révolte légitime des quartiers populaires. Ils frappent très fort contre les opposantEs (arrestations, GAV, procès et condamnations sévères, lourdes et nombreuses blessures) et contre les collectifs menacés par la loi liberticide contre le « séparatisme » (jusqu'à la dissolution des Soulèvements de la Terre). La férocité de la répression est une reconnaissance de notre force et de notre légitimité.

Une remise en cause radicale des ravages du capitalisme

Ces collectifs et ces mobilisations dénoncent la logique productiviste et extractiviste du capitalisme. Ils peuvent remporter des victoires significatives, encourageant l'extension de la mobilisation.

Elles sont le creuset d'un internationalisme renouvelé au cœur des enjeux environnementaux... et un danger mortel pour le capitalisme ! En France, la bataille pour la préservation de l'eau s'est accompagnée de retours d'expériences et de débats avec des membres de communautés paysannes du Mali ou d'Amérique latine. L'opposition contre le faux train « vert » Lyon-Turin a mobilisé en Italie et en France. Le développement de ces mobilisations pose la question des formes de lutte : si marcher est nécessaire pour prouver la popularité du mouvement, ce ne sera pas suffisant pour faire reculer pouvoirs publics et intérêts privés. Différentes stratégies se combinent : désobéissance civile active, désarmement (comme

lors de l'occupation du cimentier Lafarge, où il s'agit de désarmer les dispositifs qui détruisent notre planète), sabotage pour bloquer les machines qui polluent ou détruisent l'environnement. L'adversaire et l'objectif sont communs : stopper la croissance mortifère du système. La détermination de cette résistance se heurte à la violence inouïe de ceux qui poursuivent — quoi qu'il en coûte — la course aux profits, et n'hésitent pas à brutaliser, mutiler, emprisonner celles et ceux qui se battent pour l'habitabilité de la Terre.

Poursuivre et renforcer le mouvement

Le NPA soutient et participe à ces mobilisations, tout en étant attentif à leur démocratie, indispensable pour que l'affrontement avec l'État soit populaire, large et unitaire. Parce que toutes les expériences de partage, d'entraide, d'auto-organisation, préfigurent une alternative radicale au capitalisme, elles ouvrent la voie à une perspective écosocialiste. La dissolution en cours des SDT n'arrêtera pas le mouvement de fond. Les rencontres des Résistantes vont permettre aux organisations, aux collectifs et aux différentes coalitions de renforcer leur détermination. Elles auront lieu sur le plateau du Larzac du 3 au 6 août, à La Salvetat (commune de La Couvertoirade) : <http://lesresistantes2023.fr/>

TIRER LE FREIN D'URGENCE

Notre-Dame-des-Landes en janvier 2018 a été une victoire retentissante après une lutte au long cours. Mais depuis, force est de constater la totale intransigeance et l'incroyable brutalité de la macronie face aux mouvements sociaux et écologues.

Répression et criminalisation sont ses seuls messages en retour. Monte alors la conscience que décidément : « *Fin du monde, fins de mois, même combat !* » et apparaît aussi plus nettement l'illégitimité de ce pouvoir verrouillé de part en part par des institutions antidémocratiques. Plus que jamais, c'est la nécessité d'une révolution anticapitaliste qui s'impose.

Un nouveau programme de transition...

Pour hâter l'heure des ruptures franches, pour faciliter l'entrée dans l'action déterminée du plus grand nombre. Il s'agit d'avancer des objectifs, des exigences populaires, perçues à la fois comme désirables, nécessaires et atteignables. Si rien n'est à jeter de la précieuse expérience du mouvement ouvrier, aucun copié-collé ne sera possible. Il y a du neuf, de l'inédit : il faut tout retravailler ! Aujourd'hui, la crise climatique/écologique surdétermine la situation sociale et politique : nos propositions doivent organiser la décroissance de la production matérielle et des transports. C'est un impératif à lier nécessairement à la démocratie et l'auto-organisation. La ligne de classe sera réaffirmée car c'est aux riches d'en faire les frais : il faut réduire de toute urgence leur emprise sur nos vies et nos corps, sur le monde !

Des mesures urgentes écosociales

- Cibler la consommation des riches : mise hors la loi des jets privés et des super-yachts, arrêt de la production des SUV, réduction drastique des voyages aériens.
- Imposer des réglementations à leurs frais : on stoppe les fuites de méthane, les rejets de gaz fluorés. Interdiction de toute déforestation supplémentaire, destruction de zone humide, exploration/exploitation de nouvelles réserves fossiles.
- Engager le changement total des politiques agricoles conforté par l'instauration d'une Sécurité sociale de l'alimentation qui pérenniserait les financements.
- Transformer les modes de transport : sortie du tout-auto, développement prioritaire des transports en commun et du vélo.
- Affirmer le lien « justice fiscale, justice sociale = justice climatique »

Nos propositions doivent organiser la décroissance de la production matérielle et des transports

en instaurant un salaire maximum à 4 smic, en relevant le smic, en confortant et en étendant la protection sociale (une Sécu de l'alimentation qui donnera l'accès au bio à toutEs), en instaurant la continuité du salaire qui rendra possible les reconversions, la réduction ou l'arrêt de secteurs industriels entiers (automobile, armement...), en instaurant la gratuité des services (eau, électricité, transports du quotidien) jusqu'au niveau des besoins de base, en réquisitionnant les logements vides et en rénovant les passoires thermiques.

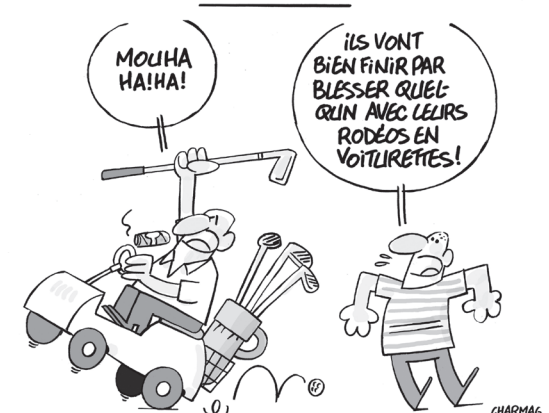
- Ordonner l'arrêt du pillage des ressources des pays du Sud en annulant les dettes du Sud, en indemnisant les pertes et dommages, en arrêtant la politique des « compensations carbone », en levant les brevets.
- Dégager les immenses ressources nécessaires en supprimant le secret bancaire, en établissant le cadastre des fortunes, en supprimant les paradis fiscaux et réinstaurant la ponction à 95% sur la dernière tranche des revenus, en socialisant par expropriation l'ensemble du secteur bancaire et celui de l'énergie

Pour produire moins et réduire la durée légale de travail

Le démantèlement du système publicitaire est une urgence pour nous extraire de l'aliénation du consumérisme, la localisation maximum des productions permettra la réduction des transports, la relance de la lutte anti-productiviste rendra possible la semaine de 32 heures, étape vers les 28 heures.

Ces mesures urgentes ne peuvent pas être imposées « d'en haut », elles ne peuvent venir que d'une dynamique « par le bas », d'une démocratisation radicale. Ces mesures urgentes ne sont pas gravées dans le marbre. Elles constituent un chantier loin d'être abouti. Elles sont à travailler, à discuter avec l'apport des réflexions neuves et fécondes de l'écoféminisme et de l'écologie décoloniale.

CETTE DÉLINQUANCE QUI NOUS POURRIT LA VIE



ÉLABORER ENSEMBLE UNE STRATÉGIE POUR GAGNER

Notre-Dame-des-Landes avait déjà démontré la force et la pertinence de l'articulation de multiples formes d'opposition au projet d'aéroport.

la conviction de se battre pour la vie, le beau, la biodiversité, le climat... Au passage, on ne peut qu'admirer la capacité des SdIT à incarner cette dimension dans des images, des symboles, des créations artistiques souvent très belles.

Plus généralement, pour gagner, nous avons toutEs intérêt à mettre en avant ce qui dans nos mobilisations participe d'un combat global émancipateur : c'est le cas par exemple quand les salariéEs des transports, de la santé, de l'éducation... lient la défense de leurs conditions de travail à celle d'un service public réellement au service du public en tissant des liens avec les usagerEs... Au-delà, c'est la question de l'unité, non seulement des organisations, certes indispensable, mais plus largement d'une unité anticapitaliste contre un ennemi commun et aussi pour un but commun.

C'est le gouvernement qui, par le dispositif policier qu'il met en place, détermine le niveau des affrontements

Radicalité et démocratie

Aujourd'hui, il est de plus en plus clair que c'est le gouvernement qui, par le dispositif policier qu'il met en place, détermine le niveau des affrontements. On a bien vu le changement de stratégie de « maintien de l'ordre » autour des manifestations retraitées. À Sainte-Soline, c'est bien le déploiement policier et militaire pour protéger un trou vide qui est à l'origine des affrontements et des blessures graves. Cependant,

dans le cours d'un mouvement, il est nécessaire de discuter du niveau de radicalité des actions le mieux adapté à l'objectif et au moment : occupation ? reprise de la production ? désarmement des installations ?

Définir des « consensus d'action » entre des groupes qui vont assumer des niveaux différents d'affrontement, prévoir l'auto-protection, la prise en charge des personnes blessées et choquées, prévenir les violences sexistes et sexuelles... autant de pratiques qui peuvent inspirer bien des mobilisations... L'auto-organisation et la démocratie par en bas sont des conditions incontournables pour expérimenter et avancer ensemble. Raison pour laquelle, pour nous, l'auto-émancipation est à la fois un projet de société et une stratégie pour renverser l'ordre établi.

De plus institutionnelles, comme les nombreux recours juridiques et administratifs, aux plus « physiques » comme la résistance à l'opération César, cimentées par l'occupation active permettant la concrétisation de modes de vie, de travail, d'organisation non-capitalistes et autogérés, ces différentes formes d'opposition s'appuyaient sur une mobilisation de masse et une large unité tant politique que de secteurs très différents. S'inspirant de cette expérience, les Soulèvements de la Terre (SdIT) ont permis à différentes luttes contre des grands projets inutiles imposés de se fédérer et de donner à leurs objectifs une dimension politique nationale. C'est ce que le gouvernement ne pardonne pas au mouvement.

Se battre pour la vie, la biodiversité

Le refus d'un projet destructeur, imposé aux habitantEs par l'État et les capitalistes qui en tirent profit est à l'origine de la plupart de ces luttes, mais au-delà, on se bat pour l'eau, la forêt, la terre, le bocage, la montagne ou le marais... Il y a donc à la fois un objectif concret qui apparaît comme accessible et une grande légitimité puisée dans

EXTRÊME DROITE Les néonazis d'Angers, supplétifs de la police ?

Le 30 juin, un rassemblement contre les violences policières, appelé devant l'hôtel de ville d'Angers à la suite de la mort de Nahel, a été interdit au dernier moment par le préfet, au prétexte de dégradations survenues après le... 1^{er} Mai !

Entre 300 et 400 personnes se sont néanmoins rassemblées non loin de la mairie, pacifiquement, jusqu'à ce que la police use de gaz lacrymogènes. Une poignée de manifestants en colère a alors commis des dégradations dans le voisinage (panneaux publicitaires, essentiellement) tandis que les autres se repliaient dans l'hypercentre d'Angers.

Attaque d'identitaires

Comme l'ont montré des vidéos qui ont circulé sur les réseaux sociaux, une douzaine de nervis de l'ex-Alvarium (groupuscule identitaire soi-disant « dissous » par Darmanin mais qui a toujours pignon sur rue sous l'acronyme RED) a alors attaqué des passants supposément issus de la manifestation. De façon bestiale, avec des battes de baseball et des slogans racistes (« Retournez dans votre pays... dans votre poubelle d'islam », etc.) Au moins une personne a dû être transportée au CHU en urgence relative.

Impunité

Les nazis se sont ensuite repliés dans leur local sous la protection de la police. Le scénario s'est répété le lendemain soir après que les identitaires ont de nouveau paradé avec battes de baseball et barres de fer, tout en lançant des slogans racistes. La police les a séparés des jeunes qui tentaient de les repousser, puis les a laissés regagner leur repaire. Le préfet, qui abuse du mot « ultra » à tort et à travers — jusqu'à qualifier d'« ultra-gauche » le Mouvement national lycéen à l'origine du rassemblement du 30 juin — n'y voit qu'affrontements entre « ultra-droite » et « ultra-gauche ». Mais, en interdisant le rassemblement pacifique, puis en imposant sa dispersion par des tirs de lacrymogènes, puis en laissant une milice néonazie déployer son ultra-violence, cet « ultra-préfet » est le premier responsable des violences ou dégradations qui ont été commises en centre-ville. Le combat unitaire contre les violences policières et celles de l'extrême droite reste, à Angers, une urgence absolue.

Correspondant

MÉDIAS Geoffroy Lejeune au JDD : un coup de tonnerre dans un ciel serein ?

Depuis le 22 juin, la rédaction du « Journal du dimanche » est mobilisée contre la nomination à sa tête de Geoffroy Lejeune, ex-directeur de la rédaction de l'hebdomadaire d'extrême droite « Valeurs actuelles ». S'il est logique pour nous, quoi que l'on pense de la ligne éditoriale du « JDD », de soutenir un mouvement de grève de journalistes refusant de se laisser imposer une telle décision par l'actionnaire Bolloré, il est difficile de ne pas relever que, dans l'univers des « grands » médias, la nomination de Geoffroy Lejeune n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, et qu'elle s'inscrit dans une dynamique d'extrême droitisation du champ médiatique à laquelle peu s'opposent — et beaucoup contribuent, plus ou moins consciemment.

Deux semaines de grève contre la nomination d'un directeur de la rédaction venu du torchon d'extrême droite *Valeurs actuelles* : la mobilisation des journalistes du *Journal du dimanche* ne passe pas inaperçue, et c'est tant mieux. On comprend en effet aisément que la rédaction du JDD ne souhaite pas voir arriver à sa tête un soutien revendiqué d'Éric Zemmour, sous la direction duquel *Valeurs actuelles* a multiplié les outrances ultra-réactionnaires, racistes et islamophobes, jusqu'à une condamnation pour injures publiques à caractère raciste contre Danièle Obono.

« En droit, le JDD peut devenir ce qu'il veut »

Des tribunes ont été signées, des soirées de solidarité ont été organisées, et l'on aimerait pouvoir s'en réjouir. Mais... il y a un mais. Car ce bel élan passe, à de rares exceptions près, à côté de l'essentiel, tant du point de vue des logiques de propriété et de fonctionnement du champ médiatique que des responsabilités de ce dernier dans la banalisation de l'extrême droite.

Vincent Bolloré et ses amis peuvent en effet se prévaloir du droit, comme l'a concédé le ministre de la Culture Rima Abdul-Malak : « En droit, le JDD peut devenir ce qu'il veut, tant qu'il respecte la loi. » Rien n'a en effet pu empêcher Bolloré de prendre le contrôle du JDD, malgré les précédents CNews et Europe 1, car il n'existe aujourd'hui aucune réelle législation anti-concentration



empêchant un multimilliardaire de collectionner des médias comme d'autres collectionnent des mugs. Et aucune réglementation ne permet à des journalistes de s'opposer à la nomination d'un directeur de la rédaction qui fait pourtant l'unanimité contre lui. Statut juridique des rédactions et législation anti-concentration : deux questions essentielles à propos desquelles des syndicats de journalistes et des associations comme Acrimed alertent depuis bien longtemps et que nous avions intégrées dans notre programme des trois dernières présidentielles ; deux questions essentielles à propos desquelles les pouvoirs publics ne font rien, au nom de la sacro-sainte liberté des actionnaires et des propriétaires.

Processus de banalisation

L'autre angle mort des expressions de soutien aux journalistes du JDD est la responsabilité collective des « grands » médias dans la banalisation et la normalisation des figures et des idées de l'extrême droite. Une banalisation qui a directement concerné *Valeurs actuelles* et Geoffroy Lejeune, comme le rappelle

Acrimed dans un texte publié le week-end dernier : « Soulignons notre surprise (ravie !) à entendre nombre de rédactions et éminents commentateurs prendre soudainement fait et cause contre Geoffroy Lejeune et « Valeurs actuelles » : un journaliste apparemment jugé infréquentable... que les chefferies médiatiques fréquentent et installent pourtant dans le débat public depuis une décennie ; un hebdomadaire apparemment illégitime... dont les médias ont pourtant accompagné la stratégie de « respectabilité » et construit la légitimité dans le champ journalistique »¹.

Geoffroy Lejeune est en effet devenu au cours des dernières années un habitué des plateaux télé et des ondes radio, invité — comme « éditorialiste » — à réagir sur à peu près n'importe quel sujet d'actualité, et donc à déverser sa bile ultra-réactionnaire et raciste à des heures de grande écoute. Et il n'est malheureusement pas un cas isolé, y compris parmi les journalistes de *Valeurs actuelles*, également invités récurrents des médias « mainstream », de Charlotte d'Ornellas à Tugdual Denis

en passant par François d'Orcival et Arnaud Benedetti².

Une lutte sans compromis

Et les responsables politiques, dont certains s'émeuvent aujourd'hui de l'avenir réservé au JDD, ne sont pas en reste. A-t-on (déjà) oublié qu'un certain Emmanuel Macron avait jugé bon d'accorder un long entretien « exclusif » à *Valeurs actuelles* en octobre 2019, répondant aux questions d'un certain... Geoffroy Lejeune, et contribuant dès lors à légitimer l'hebdomadaire et son directeur de la rédaction ? Au-delà, doit-on rappeler ici la longue liste des responsables politiques, y compris de gauche, qui continuent de se rendre — par exemple — sur les plateaux de CNews, participant là aussi à banaliser, normaliser, comme si les médias d'extrême droite étaient des médias comme les autres ?

Si l'une des tribunes de soutien aux journalistes du JDD a raison de rappeler que l'arrivée de Geoffroy Lejeune signifierait que « pour la première fois en France depuis la Libération, un grand média national sera dirigé par une personnalité d'extrême droite », on ne peut que regretter qu'il ait fallu en arriver là pour que certains semblent se réveiller. Le soutien aux journalistes du JDD ne peut pas en effet faire l'économie d'une réflexion plus globale sur les « grands » médias et la place de plus en plus importante que l'extrême droite y occupe — en résonance avec ce qui se passe sur le champ politique. Certaines réponses concernent spécifiquement le champ médiatique (concentration, aides à la presse, statut juridique des rédactions...) ; d'autres se posent au niveau plus global, à savoir celui d'une lutte sans compromis contre l'extrême droite et ses idées, partout où elles prospèrent.

Julien Salingue

1 — « Grève au JDD : lutter contre l'extrême droite aujourd'hui... et demain ? », 2 juillet 2023, acrimed.org
2 — Lire Pauline Perrenot, « Valeurs actuelles : une légitimation médiatique de (très) longue date », 24 novembre 2020, acrimed.org.

ÉCOLOGIE Les soulèvements rennais... contre la dissolution, pour l'urgence écologique !

Dès le mercredi 21 juin, près d'un millier de personnes ont défilé contre la dissolution, au cœur de la fête de la Musique, d'une scène à l'autre, avec des stations et autant de prises de parole.

Exercice délicat, accueilli très favorablement, grâce à l'énorme popularité des Soulèvements de la Terre dans la population, particulièrement dans la jeunesse... et aussi au chariot porteur d'un son mobile, énorme lui aussi, qui ouvrait la manif ! Dès ce jour, nous avons avancé des mots d'ordre, très repris qui pointaient la dissolution, mais aussi la nécessité de poursuivre la mobilisation écologiste radicale.



La lutte continue !

Aussi, le mardi 27 juin, les plus de 220 personnes qui ont assisté à l'assemblée rennaise des Soulèvements de la Terre « administrativement dissous », ont été invitées à parler de la dissolution, mais pas seulement. Plus d'une centaine d'entre elles ont participé aux groupes de travail

préparant les actions à venir et la rédaction d'un communiqué contre la dissolution, signé par de nombreuses organisations dont le NPA.

Le mercredi 28, environ 300 cyclistes, présentés par la presse locale comme des « militants des Soulèvements », ont pédalé jusqu'à La Prévalaye, zone à protéger contre les

appétits du Stade rennais qui veut y agrandir ses terrains d'entraînement. En marge de cette manifestation, le collectif « Le peuple de l'eau » a procédé à un geste de désarmement en coupant l'arrivée d'eau, gaspillée en arrosages des terrains. Symbole remarquable, La Prévalaye fut le lieu de la toute première action de la saison 1 des Soulèvements ! Puisqu'on vous dit que ce qui repousse partout ne peut être dissous !

Enfin, le 4 juillet, l'avant-première du film *Les Algues vertes* (lire page 11) doit se tenir en présence d'Inès Léraud à guichets fermés « en partenariat dissout avec les SdT » selon la com' du cinéma !

Il semblerait bien qu'à la volonté très forte de répression étatique réponde une aspiration populaire à une action écologiste efficace. Nous serions en train d'assister à l'émergence d'un mouvement de masse. Le NPA de Rennes fait et fera en sorte d'y participer de façon loyale et active.

CorrespondantEs

MONTPELLIER

La solidarité avec le peuple

« Il est mensonger de parler d'apartheid israélien. » Cette déclaration n'est pas celle d'un membre du gouvernement israélien d'extrême droite mais... du maire de Montpellier, Michaël Delafosse, à l'occasion de la 46^e « Journée de Jérusalem ».

J'ajoute : « Nous ne pouvons avec le préfet de l'Hérault accepter un qualificatif profondément erroné, blessant, mensonger, qu'est celui d'apartheid. » Et il ne s'en est pas tenu là, selon la presse locale qui commente « C'est un vibrant plaidoyer pour Israël et pour le lien entre Montpellier et sa ville jumelle Tibériade qu'a livré Michaël Delafosse (...) »¹.

Rassemblement le 1^{er} juillet

La veille, le samedi 24 juin, et comme un mois auparavant, la « Coalition Montpellier contre l'apartheid » avait déposé un rassemblement sur la place de la Comédie pour dénoncer l'apartheid israélien. Malgré l'interdiction de ces deux rassemblements par le préfet, le 24 juin nous avons organisé une

conférence de presse et un tractage dans une rue très passante joignant la préfecture et la place de la Comédie. Et dans la foulée, nous avons réussi, samedi 1^{er} juillet, à imposer un rassemblement et à déployer la banderole de la coalition en plein centre-ville. Enfin ! Que de luttes pour populariser un constat désormais consensuel sauf chez les sionistes et leurs soutiens... Rappelons que l'apartheid, à la fois un système et un crime, est défini par le droit international comme un « régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial en vue de le contrôler

T2A Un nouvel outil de casse du social : SERAFIN-PH

Nouvelle tarification à l'activité dans le secteur social : un pas de plus vers l'aliénation des professionnelEs et la déshumanisation des personnes en situation de handicap.

Début janvier, Macron annonçait vouloir en finir avec la tarification à l'activité (T2A) qui gangrène l'hôpital public. Quelques semaines plus tard, avec tout le cynisme de son fameux « en même temps », sa ministre déléguée chargée des Personnes handicapées, annonce le maintien de la réforme SERAFIN-PH et son déploiement d'ici 2025, une réforme de la tarification à l'activité dans le secteur du handicap.

Tarification à la prestation

Avec la même logique que dans l'hôpital, la tarification de SERAFIN-PH vise à transformer les financements régionaux (agences régionales de santé) pour les établissements médico-sociaux. Amenant une tarification à la prestation et à la financiarisation des besoins des personnes accompagnées, elle amorce le glissement d'une obligation de moyens à une obligation de résultats. Pas besoin d'aller très loin pour observer les dégâts de SERAFIN-PH : 10 % des établissements médico-sociaux ont accepté d'être pilote, les professionnelEs ainsi que les associations d'usagerEs dénoncent des conditions de travail et d'accompagnement dégradées.

Travail social technicisé

En toile de fond, c'est bien l'uniformisation des accompagnements des personnes en situation de handicap qui est en jeu : faire entrer les actes éducatifs, et in fine, les personnes en situation de handicap dans des cases. Les professionnelEs de certains services pilotes se sont vu attribuer des chronomètres afin de standardiser leurs pratiques. C'est l'émergence d'un travail social technicisé et déshumanisant, sortant de ses revendications émancipatrices. Les défenseurs de SERAFIN-PH le portent pourtant comme un outil qui permettrait la désinstitutionnalisation des personnes en situation de handicap, vidant ainsi de sa substance émancipatrice cette revendication politique portée par les collectifs de personnes en situation de handicap. Celle-ci a pour but de transformer les normes validistes afin d'inclure en tant que sujets dans la société les personnes en situation de handicap, pour les sortir des institutions. Là où SERAFIN-PH les assigne à des places d'objet



DR

marchand, pour rationaliser les dépenses publiques.

Cette contre-réforme s'inscrit dans une logique plus large de casse du service public du secteur, SERAFIN-PH n'est que le dernier instrument du processus de libéralisation des politiques sociales. Des initiatives émergent pour lutter contre cette nouvelle tarification à l'activité, le collectif de travailleurEs du social marseillais « Le social brûle » organise une commission de lutte contre SERAFIN-PH¹. Pour inverser la vapeur, nous devons nous appuyer sur les mobilisations existantes, articuler les revendications émancipatrices des usagerEs, aux revendications salariales des professionnelEs pour aller gagner des investissements à la hauteur des besoins et construire ensemble un service public du social émancipateur.

Victor Smet, Commission santé, sécu, social du NPA

1 – <https://www.facebook.com/groups/217309841074485/>

LGBTI À Redon, une première marche des fiertés rurales déterminée

Avec la Pride de Fougères qui s'est tenue pour la première fois cette année une semaine plus tôt, la marche de Redon est l'une des deux premières Pride organisée en milieu rural en Bretagne.

Pour des fiertés visibles en milieu rural

À l'initiative de la marche, le collectif Fierté rurale en pays de Redon né début 2023 avait pour objectif de visibiliser la communauté LGBTI en milieu rural et d'y créer des liens et des lieux de rencontres qui y sont moins nombreux qu'en milieu urbain. Au final, la marche a réuni près d'un millier de personnes dans les rues de Redon, ainsi qu'une dizaine d'associations du département mais aussi de Nantes et de Quimper, sur son village associatif installé en centre ville.

Fiertés rurales, contre les réacs, les frontières et les violences policières

Au départ de la marche, plusieurs discours revendicatifs dénonçant l'isolement des personnes LGBTI en milieu rural, l'offensive réactionnaire antitrans et LGBTI-phobe ou encore les violences policières et la mort de Nahel ont été chaudement applaudis par les

Ce samedi 1^{er} juillet se tenait la première marche des fiertés rurales du pays de Redon, dans le sud de l'Ille-et-Vilaine.



La banderole «fierté rurale en pays de Redon» le 1^{er} juillet 2023 pour la première marche des fiertés. DR

manifestantEs. Le cortège s'est ensuite élané sous une fine pluie (bretonne), derrière une batucada très déter⁷ qui ouvrait la marche en musique, suivie par un large cortège revendicatif réunissant entre autres des militantEs associatifs et politiques, dont plusieurs camarades du NPA. Comme dans de nombreuses autres prides cette année, les slogans contre les frontières, contre la loi Darmanin et contre les violences policières se sont mêlés aux slogans pour

la défense des droits LGBTI, et contexte oblige, une immense banderole « Justice pour Nahel » préparée en dernière minute mais très bienvenue était particulièrement bien visible dans le cortège. Cette première marche des fiertés rurales à Redon aura en tout cas réussi à créer du lien là où il en manquait et dans un contexte de montée de l'extrême droite et de l'offensive réactionnaire, l'initiative était plus que nécessaire.

CorrespondantEs

palestinien s'exprime face au maire

et de maintenir le régime ». Cet apartheid est désormais largement documenté de manière « officielle » par au moins sept rapports de l'ONU et d'ONG depuis 2021 (dont celui de Bet'Selem, ONG israélienne, de Human Right Watch parus en 2021, et celui d'Amnesty International paru en février 2022). S'appuyant sur ces publications, la coalition Montpellier contre l'apartheid est créée en mars 2023 par une vingtaine d'associations, partis et syndicats.

Pour une Zone libre d'apartheid israélien

L'objectif de la coalition ? Gagner le fait que Montpellier soit déclarée

« Zone libre d'apartheid israélien » à l'image de la décision prise par la maire de Barcelone Ada Colau pour sa ville. Début juin, la coalition s'est adressée au maire pour demander « que la Ville de Montpellier et la Métropole suspendent tous les liens institutionnels avec Israël et le jumelage avec Tibériade » et pour qu'il arrête de soutenir et de participer à la dite « Journée de Jérusalem », qui célèbre chaque année depuis 46 ans la « réunification de Jérusalem » !

On voit le niveau du rapport de forces qu'il faudra établir à Montpellier où l'État d'Israël bénéficie de soutiens institutionnels de poids. À Montpellier, quelques commerces et



À Montpellier, la banderole en soutien au peuple palestinien se déploie souvent. NPA

lieux culturels se sont déjà déclarés « ZLAI » en apposant l'autocollant de la coalition sur leur devanture. Cette campagne, en lien avec celle de BDS, vise plus largement à élargir le

soutien à la résistance palestinienne dans ses différentes dimensions. Comme l'affirme le communiqué de presse de la coalition, malgré les différentes tentatives pour museler notre apparition : « La criminalisation de notre expression et la répression ne sauraient freiner notre détermination à combattre ce crime contre l'humanité ». Les voix de la solidarité internationale qui critiquent Israël sont, en fait, incontournables.

CorrespondantEs

1 – Midi libre, 25 juin 2023, <https://www.midi Libre.fr/2023/06/25/montpellier-il-est-mensonger-de-parler-dapartheid-israelien-selon-dela-fosse-11301013.php>

BRETAGNE

Se mobiliser pour les 7 maternités menacées

Après la grande mobilisation à Carhaix du 18 mars 2023 qui avait réuni au moins 10 000 manifestantEs en pleine bataille contre la réforme des retraites, la Coordination santé du Pays de Guingamp (22) a appelé à construire une mobilisation régionale en Bretagne le 17 juin réunissant les salariéEs et leurs syndicats ainsi que leurs comités de défense des maternités.

Is ont bien compris que la bataille se doit d'être collective face à l'ARS (agence régionale de santé), qu'il est illusoire de pouvoir s'en sortir chacun de son côté. Cela signifierait seulement tomber les uns après les autres.



DR

Les hôpitaux dans le collimateur

L'entreprise de destruction vise collectivement les 7 maternités de la région Bretagne, c'est donc collectivement qu'il faut répondre à ces attaques.

Fermer une maternité est déjà une mise en danger des femmes, des enfants. C'est aussi une insulte aux personnels et à la démarche d'accompagnement que permettent les structures de niveau 1.

C'est enfin le signe d'un immense mépris pour tout un territoire, tout un maillage d'hôpitaux publics de plein exercice qui est attaqué. Ils ne sont pas dupes, cela n'est qu'une étape dans le processus de démantèlement des hôpitaux de proximité.

Ces « restructurations » entrent dans un cadre bien défini, celui de la loi Buzyn qui entendait labelliser 600 « hôpitaux de proximité » et les transformer principalement en EHPAD avec quelques consultations et recentraliser l'hospitalisation complète sur les hôpitaux-pivots.

L'application de l'article 33 de la loi Rist a servi d'accélérateur à ce processus en prétendant s'attaquer aux excès de l'intérim. Une lecture superficielle pourrait laisser croire que les petits hôpitaux ne sont que des victimes collatérales de cette manœuvre : en réalité, ils sont dans le collimateur de l'ARS.

Notre santé en danger

C'est sur cette base que plus de 2000 personnes sont venues manifester le 17 juin à Guingamp au son des bombardes et des binious. Malheureusement, les salariéEs des autres départements bretons ont manqué le rendez-vous pour gonfler les délégations des comités de défense, certainement épuisés par des mois de mobilisation de lutte contre la contre-réforme des retraites.

Il faut que ce soit seulement partie remise. Ces luttes en Bretagne pourront prendre toute leur place dans l'initiative du Collectif « Notre Santé en danger » du Tour de France pour la Santé qui devrait culminer lors du vote du budget de la Sécu.

Commission santé, sécu, social du NPA

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

l'Anticapitaliste la revue
Le n°147 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

38^e édition
Rencontres Internationales Jeunes

Camp politique
du 22 au 28 juillet
Moulins sur Allier - France

Mettons le capitalisme dans les poubelles de l'Histoire

AU PROGRAMME

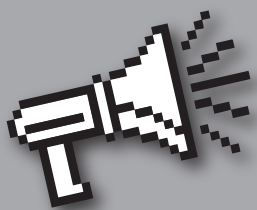
MARXISME
ÉCOSOCIALISME
FÉMINISME

INTERNATIONALISME
GUERRE EN UKRAÏNE, MOUVEMENTS EN EUROPE

ANTIFASCISME
LUTTES LGBTI
ANTIRACISME
LUTTES DECOLONIALES
STRATÉGIE ET PARTI

PRIX DU CAMP 155 €
INTÉRESSÉ E ? jeunes@nouveaupartianticapitaliste.org

Retrouvez l'actualité des luttes, les analyses anticapitalistes et les positions du NPA sur :



<http://lanticapitaliste.org>
<http://nouveaupartianticapitaliste.org>



Rencontre

Forums anticapitalistes : un premier pas !

Le premier forum anticapitaliste qui s'est déroulé à la Bellevilloise le 2 juillet montre à la fois les possibilités de construction d'un outil politique large pour les exploités et les difficultés que nous rencontrons.

Avec près de 200 personnes, la participation a été convenable, avec des camarades venus de très nombreux départements, notamment du fait de la présence du NPA et d'Ensemble. Étaient également représentés PEPS, l'UCL, la GES, Nouvelle Donne et le Parti pirate. Une partie importante des signataires de l'appel étaient absentes mais étaient présentes des camarades symboliques pour les milieux intellectuels, syndicalistes et les quartiers populaires. Sur le fond, le forum montrait à la fois les délimitations politiques affirmées dans l'appel, par rapport à la gauche institutionnelle, une volonté de construire par en bas un projet de rupture avec le capitalisme, et une difficulté à approfondir les débats pour consolider un projet.

Des difficultés de la gauche radicale...

Les premiers échanges de ce dimanche ont formalisé l'évolution des discussions dans la gauche radicale : faiblesse dans les quartiers populaires, rendez-vous manqués dans la lutte contre l'islamophobie et les violences policières et racistes, nécessité de prendre davantage en compte la dimension écologique de la crise globale du capitalisme. Hélas, la première discussion a montré également la difficulté



Le Forum anticapitaliste du 2 juillet à la Bellevilloise a réuni près de 200 personnes. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

pour une génération, incarnée par l'homme blanc, âgé, cis, de comprendre que le but de ce type de forum n'est pas de montrer l'étendue de leur immense savoir, mais d'être un cadre pour que les exploités et les opprimés puissent s'organiser. Dans le temps court d'une journée, donner la parole à celles et ceux qui en ont besoin nécessite, comme cela a été rappelé dans une intervention, que d'autres « ferment leur gueule ». Ce rappel à l'ordre a constitué un petit tournant, avec le moment de travail en petit groupe, qui ont changé la physionomie de la réunion. Petit à petit, on a pu percevoir le fait que la composition de la salle était bien plus intéressante que les premières interventions ne

laissaient craindre. Il y avait bien des camarades du monde du travail, des quartiers populaires, des femmes, des personnes racisées, prêtes à s'engager. On retrouvait, en plus petit (beaucoup plus petit), les mêmes dynamiques qu'à la fondation du NPA.

... aux solutions par en bas

De tout cela ressortent les enjeux pour la rentrée. Il est prévu d'organiser des forums locaux dans tous les départements, pour voir s'il existe, sur la base de l'analyse de la crise profonde du capitalisme, des limites de la gauche institutionnelle en même temps que la nécessité d'une unité du monde du travail, un courant dans les classes populaires prêt

à s'organiser pour construire un petit parti pour la rupture et la transformation révolutionnaires de la société.

Avancer dans cette direction nécessitera que les militantEs expérimentés se tournent vers l'extérieur, vers les entreprises, vers les quartiers populaires, vers les mouvements sociaux, pour construire, aider à s'organiser... Nous aurons aussi du pain sur la planche pour élever le niveau de notre regroupement. En effet, le caractère le plus intéressant de l'appel était la présence d'intellectuels, de syndicalistes et de militantEs de collectifs de défense des opprimés, mais cette dimension n'a pas été réellement visible dans le forum. De plus, la discussion sur la manière de combattre le capitalisme — la discussion stratégique — a été limitée.

Dans les forums locaux, il nous faudra donc, en lien avec les mobilisations de la rentrée, résoudre toutes ces difficultés. Nous en avons les moyens grâce à l'arc de forces présent à la première réunion. Ce qui est certain, c'est que si nous voulons aboutir à un nouvel outil politique, il va falloir mettre les bouchées doubles pour se tourner vers l'extérieur et vers l'action, car c'est la pratique qui tranchera sur les possibilités d'un saut qualitatif.

Antoine Larrache

Université d'été

Enfin on en parle !

On vous en a déjà un peu causé, mais jusque là, on avait été un peu secret. Que va-t-il se passer dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate du dimanche 27 au mercredi 30 août ?

On garde encore un peu secrète la liste exhaustive des invitéEs (qui n'est de toute façon pas achevée à l'heure où ces lignes sont écrites), mais on peut d'ores et déjà vous lâcher quelques noms...

Avec qui ?

Pour sacrifier au traditionnel exercice du name dropping (qui vous le savez permet le lâcher de noms sans ordre particulier...), on peut déjà vous dire que passeront nous voir au bord de la mer : l'avocat Arié Alimi, la linguiste Laélia Véron, l'historien des médias Dominique Pinsolle, Benjamin Patinaud connu sous le nom de Bolchegeek et la petite voix Kathleen pour nous parler des vecteurs de la culture populaire, l'historienne Ludivine Bantigny, le journaliste Romaric Godin, la militante féministe Nina Faure (qui nous présentera son excellent film *We are coming, chronique d'une révolution féministe* ainsi que le livre *Notre corps, nous-mêmes*), le militant palestinien (et durement réprimé par l'État d'Israël) Salah Hamouri, Philippe Saunier (auteur du livre *Santé au travail et lutte des classes*), Aurélien Catin (militant des droits économiques des artistes et travailleurEs de la

culture et auteur de plusieurs écrits sur la question), Nicolas Da Silva (auteur de *La Bataille de la Sécu*), la militante antispéciste Thiphaine Lagarde, Antoine Dubiau (auteur de *Écofascismes*), ainsi que bien d'autres... Ce qui vous laisse imaginer la large variété de sujets qui seront abordés dans les ateliers ou les présentations à la librairie La Brèche.

Dans le cadre de ce programme, nos camarades du NPA, toujours plein de ressources, vont aussi répondre présentEs, parmi lesquelEs nos porte-parole Olivier Besancenot, Pauline Salingue, Christine Poupin et Philippe Poutou.

De quoi ?

Vous l'avez compris, le programme complet est donc toujours en cours d'élaboration (il sera mis en ligne au plus tard mardi 25 juillet), mais sont d'ores et déjà prévus des débats sur le bilan de l'année sociale et en particulier la mobilisation sur les retraites, ses conséquences sur les organisations syndicales, sur la conscience de notre classe sociale et sur la poursuite du combat en période d'inflation et de crise institutionnelle. Un premier cycle de plusieurs séances y sera d'ailleurs consacré,

NPA

15^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA
DU DIMANCHE 27 AU MERCREDI 30 AOÛT

ORGANISÉ PAR
l'Anticapitaliste

avec entre autres une table ronde de discussion avec des représentantEs syndicaux autour du bilan et des perspectives après la grande mobilisation de ces derniers mois. Un autre cycle abordera la question de la construction d'une alternative, dans la suite notamment de la discussion sur le forum anticapitaliste, pour affiner notre projet stratégique et organisationnel dans un échange entre nous et avec des organisations et personnalités invitées. C'est dans ce cadre qu'aura lieu une deuxième table ronde autour de la question de l'écosocialisme, avec différents représentantEs de forces politiques et collectifs.

Le meeting de l'université d'été se tiendra lundi 28 août au soir, et la plénière du mardi 29 après-midi (qui réunit l'ensemble des participantEs à l'Université d'été) sera

consacrée cette année à la guerre et au nouvel internationalisme. Les questions écologiques seront aussi au cœur des préoccupations. Nous n'oublierons pas le combat antiraciste — plus que jamais à l'ordre du jour face à la politique du gouvernement et à la montée de l'extrême droite —, les combats féministes et pour les droits des personnes LGBTI. Et bien entendu, de la formation historique (qui reviendra notamment sur la riche année 1973), mais aussi des ateliers pratiques, de belles soirées de projection et de rencontres, etc. Promis, on vous en dira un peu plus d'ici peu, mais sachez par contre que les inscriptions en ligne sont bel et bien ouvertes¹. Qu'on se le dise... et à très vite!

Commission université d'été du NPA

1 - <https://nouveaupartianticapitaliste.org/>
UDT2023

Essai

La forme-Commune, de Kristin Ross

Éditions La Fabrique, 2023, 160 pages, 14 euros.

Dans ce court essai, dense et stimulant, l'autrice états-unienne Kristin Ross nous propose de relire les mobilisations des années 1970 à nos jours à partir de ce qu'elle appelle leur « forme-Commune ». Cette forme, ce sont d'abord « des gens qui vivent différemment et qui changent leur propre situation en œuvrant dans les conditions du présent ». Elle tient de l'espace vécu, à réorganiser égalitairement et démocratiquement autant qu'à soustraire à la prédation capitaliste.

La Commune de Paris, un modèle

Étant entendu qu'il y a un legs historique : celui de la Commune de Paris de 1871, dont Kristin Ross estime que le fil a été interrompu par des stratégies plus « centralistes » dans le mouvement ouvrier. Pour la cerner l'autrice convoque autant Marx, pour qui la Commune de Paris est « la forme politique enfin trouvée », que Kropotkine « pour qui la solidarité », véritable « liant » de la forme-Commune, « n'est ni une éthique ni un sentiment moral – [mais] une stratégie révolutionnaire ». Elle mobilise surtout le sociologue marxiste Henri Lefebvre (1901-1991), et notamment ses réflexions autour de l'appropriation. Pour Kristin Ross, « chaque incarnation d'un espace approprié nous donne à voir l'acte d'auto-émancipation ». Exemples à l'appui, elle raconte d'abord la « Commune de Nantes »



Le troisième chapitre compose la moitié de l'ouvrage à lui seul. Kristin Ross y parle dans certains passages de ses expériences personnelles de la forme-Commune, ce qui participe d'une lecture vivante — assez rare pour être appréciée. Globalement plus théorique néanmoins, il est difficile de le résumer dans cette note. Mais disons-le d'emblée, la forme-Commune telle qu'elle est proposée est indéniablement l'un des aspects d'une stratégie anticapitaliste contemporaine. Avec peut-être quelques points de discussion.

Essaier les communes suffira-t-il ?

La forme-Commune n'est pas conçue ici comme un isolat et Kristin Ross tient à citer le géographe anarchiste Élisée Reclus en conclusion : « Jamais nous ne nous séparerons du monde pour construire une petite chapelle dissimulée dans de vastes ténèbres. » Pour autant, l'accumulation et l'exemplarité d'expériences peuvent-elle engager — comme le suggère l'autrice — une « socialisation progressive de l'ensemble de la population » ? La démarche risque l'impasse sur la volonté des dominants de se maintenir à tout prix à cette place. L'appareil d'État peut-il laisser en toute impunité se déployer des formes-Communes sur ses flancs ? L'intérêt de ces expériences — et des reculs de l'État qu'elles représentent — est réel : mais est-ce qu'on

et son Comité central de grève siègeant en mairie quinze jours durant entre fin mai et début juin 1968, les conflits de Lip et du Larzac en 1973 — la mémoire du second ayant, selon elle, supplanté celle du premier.

Une forme-Commune autour de trois aéroports

Son deuxième chapitre, « Le conte des trois aéroports », distingue les « possibles » de la forme-Commune dans les mobilisations contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en France (et l'expérience de la ZAD), celui de Narita au Japon et de Mirabel au Québec. La place des mobilisations paysannes et écologiques y est déterminante : l'autrice voit dans la figure du paysan un sujet majeur pour les mobilisations sociales ; dans la défense de la terre l'un de ses principaux motifs.

ne retombe tout de même pas sur l'épineuse question de la rupture révolutionnaire ?

Sur un autre point, Kristin Ross rappelle avec justesse l'intérêt de « compositions » (ou d'alliances) dans les mobilisations qu'elle évoque — jusqu'aux récents Soulèvements de la Terre². Elle réactive ainsi le débat sur la diversité des tactiques qui a traversé le mouvement altermondialiste dans les années 2000.

Faire du travail un commun

Mais on ne peut qu'inviter alors à ce que la perspective de « forme-Commune » se conjugue à un autre espace où l'ordre capitaliste doit être contesté : celui du travail. L'autrice estime qu'il « n'est plus un monde que nous partageons », que celui de la vie quotidienne est l'espace de l'alternative politique. Dans les années 1970, une orientation politique et syndicale reliait pourtant les deux préoccupations : « Vivre et travailler au pays ». Le travail continue de structurer la vie de majorités qu'il faut bien mobiliser dans l'optique d'un changement de société. Et pour cela une politique anticapitaliste reste nécessaire sur les questions de réduction du temps du travail, de qui décide de son organisation, de démocratie à y conquérir, de reconversion de la production, de socialisation et de planification autogestionnaire. Pour faire du travail, aussi, un commun.

Théo Roumier

1 — Qui a publié *L'imaginaire de la Commune*, également à La Fabrique, en 2015.
2 — Kristin Ross signe d'ailleurs l'entrée « Commune » du livre collectif *On ne dissout pas un soulèvement. 40 voix pour les Soulèvements de la Terre*, Le Seuil, 2023.

Cinéma

Les Algues vertes, de Pierre Jolivet

Film franco-belge, 1h52 min, sortie le 12 juillet 2023.

Les habitués de *L'Anticapitaliste* connaissent bien la question des algues vertes et ont pu apprécier la BD d'Inès Léraud et de Pierre Van Hove. Il leur reste à voir le film...

Contaminée aux algues vertes

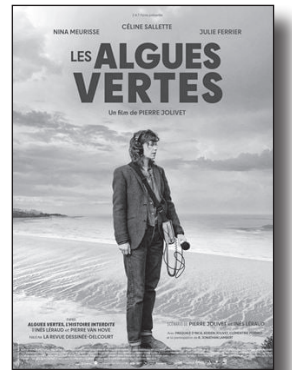
Début juillet, grosse campagne de presse pour nous expliquer que des algues vertes, il y en a moins cette année sur les grèves bretonnes, sur fond d'explications plus ou moins convaincantes... Combien de sujets sur les plages fermées de la baie de Saint-Brieuc — barrées par des rubalises — interdites au public en raison du risque sanitaire ? L'omerta continue, la distillation d'informations tendancieuses, l'œuvre des lobbies et des « politiques » qui les suivent... Ce pourrait être la bande-annonce du film de Pierre Jolivet ! Le film reprenant, pour l'essentiel, la BD écrite par Inès Léraud, est très complet sur le sujet et réunit toutes les meilleurEs spécialistes du dossier, comme Morgan Large, André Ollivro et Yves-Marie Le Lay, ainsi que plusieurs des protagonistes centraux de l'histoire, la famille de Thierry Morfoisse, le ramasseur d'algues vertes décédé suite au ramassage, la famille de Jean-René Auffray, jogger décédé en plein effort sur un site très pollué par les algues vertes, le docteur Philippe, le premier à avoir alerté sur la dangerosité de l'hydrogène sulfuré...

L'histoire interdite

Le sous-titre de la BD n'a rien perdu de sa pertinence ! Le tournage du film a été compliqué par la mauvaise volonté des édiles locaux qui sont allés jusqu'à refuser les autorisations de tournage ! Mais en art, la contrainte est souvent ferment de créativité, et le tournage caméra à l'épaule donne au film un rythme et un ton très incisifs.

On dit souvent que la réalité dépasse la fiction. Ce film, qui n'est pas un documentaire, le confirme, nourri de bout en bout par le caractère spontanément romanesque et dramatique de cette histoire vraie. La richesse des personnages — qui font une apparition en chair et en os à l'occasion d'une des scènes finales — apporte une réelle densité à la narration, et l'interprétation proposée par les actrices et les acteurs est très convaincante. Mention particulière à Céline Salette, incarnation brillante d'une Inès Léraud particulièrement attachante. Enfin, la Bretagne nous est donnée à voir dans ce qu'elle a de meilleur, très loin de la carte postale : rustique, froide et grise, mais baignée d'une lumière intense, au point que l'on hurlerait volontiers à l'adresse de l'agro-industrie : « Arrêtez donc de saloper cette région magnifique ! »

Vincent Gibelin



Roman

Parcourir la terre disparue, d'Erin Swan

Éditions Gallmeister, 2023, traduction Juliane Nivelt, 496 pages, 25,80 euros.

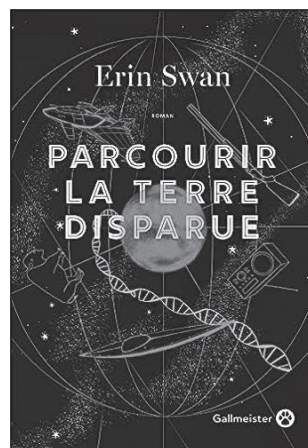
Quatre personnages pour quatre époques dans cet étonnant roman choral. On découvre en premier lieu Samson, chasseur de bisons dans les Grandes Plaines en 1873, à la recherche d'un avenir meilleur. Un siècle plus tard, apparaît Béa, adolescente internée en psychiatrie, alors qu'elle erre, enceinte, dans la même région. En 2027, Paul, un ingénieur, reconstruit une ville flottante sur les ruines de La Nouvelle-Orléans tandis que les changements climatiques annihilent progressivement les métropoles. 2073, alors qu'elle vit sur Mars, Moon s'interroge sur la survie de l'humanité et ce qu'il est advenu de la Terre.

En butte à la catastrophe

Un fil relie tous ces personnages, chacun en marge par rapport à son époque. Ce qui les unit, et dont ils héritent chacunE, c'est une drôle de fièvre ardente qui les pousse à vouloir autre chose, une folie douce, qui se nourrit d'une sourde inquiétude face au futur, d'une prescience de la catastrophe, et en même temps anime l'espoir tenace d'une autre vie. *Parcourir la terre disparue* n'est pas un roman post-apocalyptique axé sur la survie de petites communautés, réduites au combat et à l'affrontement pour les ressources. Ce n'est pas non plus une dystopie. Il ne célèbre pas plus des sociétés futures aux grandes avancées technologiques.

C'est un roman qui montre le caractère vain des recherches de solutions techniques, scientifiques, pour faire face à l'effondrement qui approche. Mais tout en montrant ce fait, sans être professoral, ce livre n'est pas plombant, déprimant.

Captivant, impossible à reposer, ce beau premier roman est même un peu onirique. Paradoxalement, il permettrait presque de nourrir une certaine espérance quant au futur...
Sally Brina



Roman

Les vies secrètes de Vladimir, de Yoann Iacono

Éditions Slatkine & Cie, 20 euros, à paraître fin août 2023.

C'est un roman qui raconte la vie du poète révolutionnaire Vladimir Maïakovski, de son enfance en Géorgie à la fin 19^e siècle jusqu'à son suicide à Moscou en 1930. Bien sûr en moins de 200 pages, il ne s'agit pas d'une biographie. L'auteur choisit des moments de sa vie, des scènes marquantes, des moments racontés sous différentes formes, des témoignages, des souvenirs, des extraits de carnets, de correspondances, d'archives. Ces moments, cette vie, nous sont racontés par plusieurs personnages proches : un fils qui n'a pas été reconnu, Lily Brik, l'une de ses amours, Elsa Triolet, sœur de Lily, et bien d'autres encore. C'est un peu comme une enquête qui reconstituerait la vie de Maïakovski, cet homme artiste et militant, dans ce pays, la Russie, et cette époque, avec la

période révolutionnaire et les années qui suivirent.

Tensions entre art et politique

On voit ainsi le poète se dépêtrer souvent difficilement de situations, entre ses histoires d'amour passionnées, sa jalousie, ses amitiés parfois conflictuelles, son militantisme artistique et politique, ses convictions et ses doutes, ses accords et désaccords avec le nouveau pouvoir bolchevick, son parti depuis avant la révolution. Comme le dit Yoann Iacono dans une note « sa vie comme sa mort sont au cœur de cette tension, de cette ambivalence qu'entretiennent l'art et la politique. C'est ce que j'ai tenté d'explorer ici, comme j'avais essayé de le faire avec mon précédent "roman vrai", le Stradivarius de Goebbels ». Les années qui suivent la révolution sont intenses, avec les débats ou les réflexions,

les tensions et les conflits, sur la liberté et l'autonomie de l'art et de la culture en général, sur la liberté en général, par rapport au pouvoir notamment. Dès que des artistes s'écartent de la ligne officielle, dès qu'il y a une critique, il y a une mise à l'écart, les libertés de parole et de mouvement se restreignent. Le sentiment de trahison gagne parmi les révolutionnaires, pas seulement pour les artistes.

La révolution, dévoreuse d'énergie

Le suicide de Maïakovski, qui n'est pas le seul à se donner la mort, est l'aboutissement pour beaucoup de cette très dure période, dévoreuse d'énergie, à la fois enthousiasmante par les espoirs de changement radical que la révolution suscite et triste par les désillusions provoquées finalement. À travers *Les Vies secrètes de Vladimir*, c'est tout cela qu'on peut voir et qui fait effectivement réfléchir.

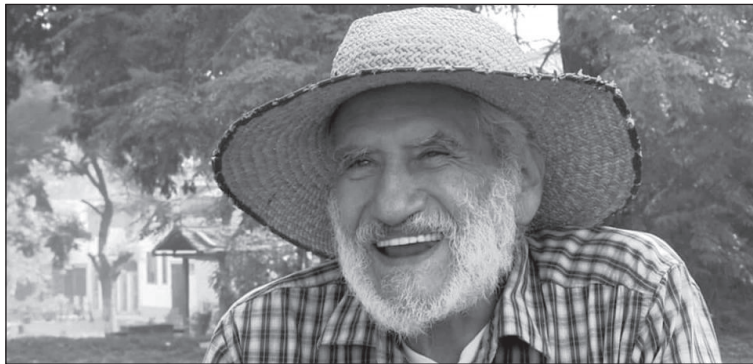


WIKIMEDIA COMMONS

À noter que le roman « vrai » est dédié à Artiom Kamardine qui a été emprisonné et torturé en Russie pour avoir lu un poème en solidarité avec l'Ukraine sous la statue de Maïakovski à Moscou au début de l'invasion de Poutine.
Philippe Poutou

Angel Hugo Blanco Galdós Presente!

Hugo Blanco est né le 15 novembre 1934 à Cuzco, Pérou. Il est décédé le 25 juin 2023 à Uppsala, en Suède.



GUERNICAMAG

«Hugo Blanco a donné l'exemple.» C'est ce qu'a écrit Che Guevara à propos de cette période de la vie de Blanco quand il était un organisateur central du mouvement pour la réforme agraire par le bas à La Convención et à Lares, au Pérou, entre 1958 et 1963. La répression exercée contre les paysans les a conduits à la formation d'escadrons armés d'autodéfense. Cette période déterminante de la vie d'Hugo est certainement riche d'enseignements pour les révolutionnaires du monde entier, mais il en va de même pour de nombreuses autres phases de sa longue vie.

Emprisonné

En raison de son rôle en tant qu'organisateur paysan, Blanco avait été arrêté. La police locale avait reçu l'ordre de le tuer, tandis que la police militaire avait l'ordre de le capturer vivant. Heureusement, c'est cette dernière qui l'a emmené. Mais au cours de son procès, qui s'est déroulé à Tacna parce que l'État supposait qu'il avait moins de soutien dans cette ville qu'à Cuzco, le procureur a requis la peine de mort.

Finalement, il a été condamné à vingt-cinq ans de prison et emprisonné dans la forteresse de l'île pénitentiaire d'El Frontón. C'était une victoire partielle après une importante campagne internationale en faveur de sa libération, menée par la Quatrième Internationale mais bénéficiant d'un soutien beaucoup plus large, notamment de la part de personnalités telles que Simone de Beauvoir et Bertrand Russell. En 1968, il a été élu prisonnier de l'année par la section suédoise d'Amnesty International.

Pendant sa détention, qui a duré environ cinq ans, il a beaucoup écrit. Une traduction anglaise d'une grande partie de ces travaux a été publiée sous le titre *Land or Death: The Peasant Struggle in Peru* en 1977, «*La terre ou la mort!*».

Son écriture est incroyablement vivante, tant dans ce premier livre que dans tous ceux qu'il a écrits au cours de plusieurs décennies, et transmet brillamment la réalité brutale à laquelle les sans-terre étaient soumis par les propriétaires terriens qui leur imposaient une forme de servitude féodale. Le fait que les communautés indigènes aient été forcées de travailler les terres qui leur avaient été volées par l'impérialisme fait partie intégrante de l'indignité qui conduit à la résistance — et, à certains moments, à la rébellion.

La terre à celles et ceux qui la travaillent

Blanco, issu d'une famille politisée, a commencé son activité politique à l'âge de 17 ans, à l'université de Cuzco, en 1951, en organisant une grève réussie contre une direction

dictatoriale. Il est devenu trotskiste et membre de la Quatrième Internationale alors qu'il était étudiant en Argentine, motivé notamment par l'opposition au coup d'État au Guatemala en 1954. Il abandonne ses études et devient ouvrier d'usine et syndicaliste actif à La Plata.

De retour au Pérou en 1957, il reprend un emploi dans une usine et s'engage dans l'activité politique à Lima. Il participe à l'organisation d'une manifestation contre la visite de Nixon dans la capitale péruvienne en 1958. Peut-être pour échapper à l'attention de la police qui s'intéressait de plus en plus à ses activités, il déménage à La Convención et devient fermier sous-locataire.

Sans diminuer en rien le travail qu'il avait accompli auparavant, c'est là que s'est développée sa contribution la plus importante à la lutte révolutionnaire et aux idées radicales.

Il le disait lui-même dans une interview en 2020 : «*Personnellement, ce que je considère comme le plus important dans la trajectoire de ma vie, c'est la lutte pour que la terre appartienne à qui la travaille, l'organisation de cette lutte d'une manière démocratique par la prise de décisions en assemblée et la revendication pour la dignité de la population indigène et paysanne.*»

Expulsé du Pérou

Pendant l'emprisonnement de Blanco, Juan Velasco était devenu président du Pérou à la suite d'un coup d'État militaire réussi. Il se présentait comme un progressiste favorable à la réforme agraire. Il a tenté de conclure un accord avec Hugo en lui disant qu'il le laisserait sortir de prison s'il faisait partie de son équipe chargée de la réforme agraire. Hugo a répondu : «*Je ferai partie de votre équipe si nous ne faisons pas la réforme agraire que vous voulez, ni celle que je veux, mais si nous parcourons le pays, si nous demandons et si nous faisons la réforme agraire que les gens veulent.*»

Velasco n'accepte pas cette proposition mais, soumis à d'énormes pressions, il finit par expulser Blanco vers le Mexique en 1971. L'année suivante, Hugo Blanco se rend en Argentine, puis au Chili, où Allende est alors au pouvoir. Lors du coup d'État contre Allende en 1973, il se réfugie à l'ambassade de Suède et obtient l'asile dans ce pays, où il vit pendant plusieurs années.

En 1975, Blanco retourne au Pérou. Velasco avait été déposé par Bermúdez qui avait promis l'amnistie aux personnes déportées

par son prédécesseur. Pendant un an, Hugo peut voyager à travers le pays, mais le 3 juillet 1976, alors que les protestations contre l'austérité se multiplient, il est arrêté et expulsé vers la Suède.

Divers postes électifs

En 1978, il a de nouveau pu rentrer au pays pour se porter candidat à l'assemblée constituante au sein d'une liste de gauche unie, le Frente Obrero Campesino, Estudiantil y Popular (FOCEP), soutenu par le Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT), les Quartistes péruviens. Il entreprend alors une tournée de conférences en Europe pour dénoncer la répression, ce qui lui vaut un tel soutien qu'il est finalement autorisé à revenir et à prêter serment en tant que député. Au cours de la décennie suivante, Hugo a occupé divers postes électifs — au Congrès entre 1980 et 1985 pour le Partido Unificado Mariateguista et en tant que sénateur d'Izquierda Unida entre 1990 et 1992, élu lors de campagnes unitaires soutenues par la section péruvienne de la IV. En 1980, lors des premières élections présidentielles depuis de nombreuses années, Blanco s'est également présenté comme candidat du PRT. En 1993, il est contraint de fuir à nouveau sous la menace du Sentier lumineux et des services de sécurité et vit au Mexique pendant les quatre années qui suivent. Il a été très influencé par le soulèvement

zapatiste de 1994 au Chiapas. Il est ensuite retourné au Pérou et a repris son travail de construction du mouvement paysan, commençant à publier le bulletin mensuel *Lucha Indígena* (Lutte indigène) en 2006.

Écosocialiste

Au cours du 21^e siècle, de nombreux socialistes révolutionnaires ont compris l'importance de la lutte pour l'écosocialisme face à la catastrophe environnementale à laquelle nous sommes de plus en plus confrontés. Hugo a soutenu que même si les communautés indigènes n'utilisent pas le terme écosocialisme, elles se battent pour l'écosocialisme depuis 500 ans. Les indigènes des Andes et de l'Amazonie pensent que «*l'humanité est une fille et une partie de la Terre Mère. Nous devons vivre en son sein, en harmonie avec elle. Nous aimons Pachamama et nous en prenons soin. Nous souhaitons ardemment recommencer à fonder notre économie sur sa riche biodiversité par le biais de l'agriculture et de la médecine naturelle, ainsi que de toutes les avancées modernes qui ne font pas de mal.*»

La santé de Hugo a souffert de nombreux coups qu'il a reçus au cours de ses années de lutte. En 2002, il a subi une opération du cerveau au Mexique et a ensuite été soigné à Cuba. Son état s'est à nouveau détérioré au cours des dernières années de sa vie et il est décédé en Suède après une courte mais grave maladie.

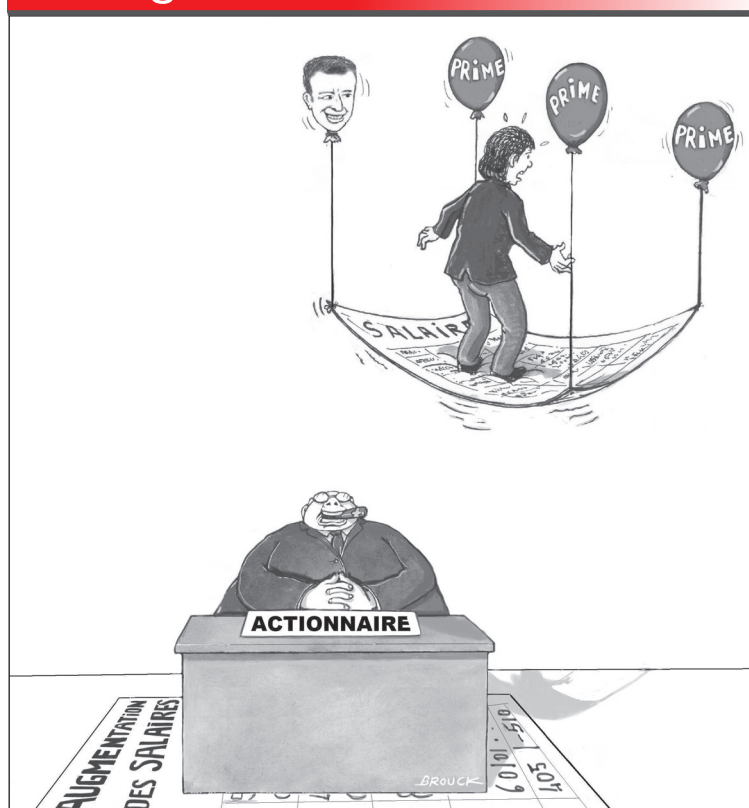
Même si Hugo Blanco n'est pas mort membre de la Quatrième Internationale, il a appartenu à des organisations de la Quatrième Internationale dès sa jeunesse en Argentine et pendant de nombreuses décennies. Nous l'avons toujours considéré comme un camarade et lui aussi. Il a lui-même souligné que la Quatrième Internationale a mené campagne pour le sauver chaque fois que sa vie était menacée. [...]

Si nous pleurons le fait que nous ne pourrions plus lutter aux côtés d'Hugo ou dialoguer avec lui en personne, nous sommes certains que ses idées et son infatigable détermination continueront à vivre dans le cœur de beaucoup, comme elles le font dans le nôtre.

Angel Hugo Blanco Galdós Presente!

Bureau exécutif de la Quatrième Internationale

L'image de la semaine



Vu ailleurs

LE NOMBRE DE PERSONNES TUÉES PAR UN TIR DES FORCES DE L'ORDRE EST PLUS DU DOUBLE QUE LORS DE LA DÉCENNIE PRÉCÉDENTE.

«Depuis la loi de 2017, j'ai eu l'occasion de dire dans de très nombreux échanges ici qu'il y a eu moins de tirs et (...) moins de cas mortels qu'avant 2017», lance ce 27 juin le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin, devant l'Assemblée nationale, à la suite de la mort d'un adolescent à Nanterre, tué à bout portant par un policier lors d'un contrôle routier au prétexte d'un «refus d'obtempérer». Dans le meilleur des cas, le ministre de l'Intérieur se trompe; au pire, il ment. Au contraire de ce qu'il affirme, nous observons un essor sans précédent du nombre d'interventions létales des forces de l'ordre depuis 2020, en particulier du fait de la police nationale. Cette année-là, temps de Covid et de confinement, 40 personnes sont mortes dans le cadre d'une mission de police ou de gendarmerie, 52 en 2021, 39 en 2022. Des chiffres bien supérieurs aux 27 décès que nous recensons en 2017, ou à la vingtaine par an avant 2015. Notre enquête éclaire également les circonstances dans lesquelles ces personnes ont perdu la vie. Elle recouvre l'intégralité des situations ayant entraîné la mort (par balles, d'un malaise, d'une arme censée être non létale...), sans préjuger de la légitimité ou non de l'action des forces de l'ordre.

Le nombre de personnes tuées par un tir des forces de l'ordre a ainsi considérablement augmenté, avec respectivement 18 et 26 personnes abattues en 2021 et 2022, soit plus du double que lors de la décennie précédente. La lutte contre le risque terroriste et les interventions face à des «forcenés» armés ou face à des personnes en décompression psychique devenues dangereuses pour autrui ou pour elles-mêmes n'expliquent pas cette augmentation. En 2022, la moitié des personnes tuées par balles n'étaient elles-mêmes pas armées [...].

La loi évoquée par Gérald Darmanin est celle relative à la sécurité publique votée en février 2017 sous le gouvernement socialiste de Bernard Cazeneuve. Elle assouplit les règles d'emploi des armes à feu de la police, notamment la possibilité de tirer sur les occupants de véhicules en fuite. [...]

Ivan du Roy, «Le nombre de morts liées à une intervention policière a atteint un pic en 2021», Basta! 28 juin 2023.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 70 € <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 1 an
Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 € <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 40 € <input type="checkbox"/> 1 an
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 120 € <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 90 € <input type="checkbox"/> 1 an
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire
www.lanticapitaliste.org